

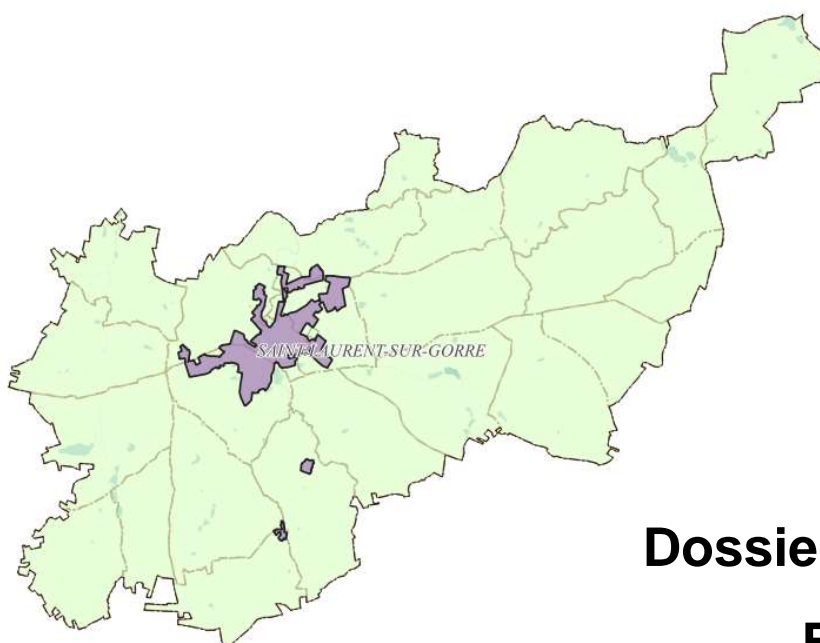


LARBRE INGÉNIERIE
ÉNERGIE - ENVIRONNEMENT



Commune de SAINT-LAURENT-SUR-GORRE Département de la Haute-Vienne

Révision du Zonage d'assainissement



Dossier de présentation Enquête publique

SIEGE SOCIAL

2 Avenue Pierre Mendès France
BP 1005 – 23020 Guéret Cedex 9
t. 05 55 52 33 22
f. 05 55 52 11 18
bet23@larbre-ingenierie.fr

Rédacteur : **Julien PASCAL**
Date d'émission : **Mars 2022**
Indice : **01**
Numéro de dossier : **2020-269**

Agence Région Limousin
90 Avenue de Louyat
87100 Limoges
t. 05 55 04 20 21
f. 05 55 04 20 22
bet87@larbre-ingenierie.fr

Agence Région Aquitaine
108 Avenue de Cronstadt
40000 Mont-de-Marsan
t. 05 58 03 86 52
f. 05 58 44 18 31
bet40@larbre-ingenierie.fr

Agence Région Centre
36 Rue Rollinat
36000 Châteauroux
t. 02 54 07 79 98
f. 02 54 07 04 94
bet36@larbre-ingenierie.fr

Agence Région Auvergne
47 Rue du Montais
03100 Montluçon
t. 04 70 08 07 58
f. 04 70 08 14 67
bet03@larbre-ingenierie.fr

Agence Région Alsace
2b route d'Eguisheim
68040 Ingersheim
t. 03 89 80 39 69
f. 03 89 80 15 43
bet68@larbre-ingenierie.fr



TABLE DES MATIERES

1. INTRODUCTION	4
2. RAPPELS REGLEMENTAIRES	5
2.1. Historique de la réglementation	5
2.2. Généralités concernant les compétences en matière d'assainissement	6
2.3. Intégration du zonage et son environnement réglementaire	7
2.3.1. Articulation du zonage avec les autres outils de gestion de l'eau	7
2.4. La procédure d'établissement d'un Zonage d'assainissement	9
3. CONTEXTE GENERAL.....	11
3.1. Situation Géographique.....	11
3.2. Démographie et Habitat	13
3.3. Contexte environnemental	16
3.3.1. Réseau hydrographique	16
3.3.2. Qualité	17
3.3.3. Biodiversité	20
3.4. Contexte Géologique	22
4. ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES.....	24
4.1. Etat des lieux de l'assainissement existant	24
4.1.1. Assainissement collectif	24
4.1.2. Le zonage d'assainissement collectif	24
4.2. Descriptif du système d'assainissement collectif du Bourg.....	26
4.2.1. Zonage actuel	26
4.2.2. Le réseau de collecte	26
4.2.3. Bilan général du système d'assainissement collectif du Bourg	30
4.3. Descriptif du système d'assainissement collectif De Mons.....	30
4.3.1. Zonage Actuel.....	30
4.3.2. Le réseau de collecte	31
4.3.3. La station de traitement des Eaux Usées de Mons.....	31
4.3.4. Bilan général du système d'assainissement collectif de Mons.....	32
4.4. Descriptif du système d'assainissement collectif de la Chaise.....	33
4.4.1. Ancien zonage	33
4.4.2. Le réseau de collecte	33
4.4.3. La station de traitement des Eaux Usées de la Chaise.....	34
4.4.4. Bilan général du système d'assainissement collectif de la Chaise.....	36
4.5. Constats et Propositions établis dans le cadre de l'étude diagnostique.....	36
5. NOUVEAU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT	37
5.1. Perspectives d'évolution de la population	37
5.2. Proposition et faisabilité du nouveau zonage du Bourg	39
5.3. Secteur la Brandiche et la Vignerie.....	40

5.4.	Secteur de la Rue Victor Hugo	43
5.5.	Avenue Rouget de Lisle.....	43
5.6.	Intersection Rue Charles de Gaulle et rue la Borie.....	45
5.7.	La Feuillade	49
5.8.	Rue Camille Claudel	49
5.9.	Zonage de La Chaise	50
5.10.	Zonage de Mons	50
6.	CONCLUSION	50
7.	ANNEXES	50
7.1.	Plans de zonage d'assainissement.....	50

1. INTRODUCTION

La commune de **SAINT-LAURENT-SUR-GORRE** a souhaité engager une révision de son zonage d'assainissement collectif.

En 2021, une étude diagnostique du système d'assainissement collectif a été réalisée. Cette étude avait pour but d'établir une expertise du patrimoine, d'en dégager les problématiques et insuffisances, et de définir un schéma directeur d'assainissement, visant à élaborer un programme d'actions chiffré pour les 10 années à venir.

Parallèlement à ce Schéma directeur d'assainissement, la collectivité souhaite revoir son zonage d'assainissement.

La présente étude a pour objectif de définir :

- les secteurs déjà pourvus de systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et l'évolution envisagée de ces systèmes ;
- les secteurs au niveau desquels la commune envisage de réaliser à l'avenir des systèmes d'assainissement collectif des eaux usées, rattachés aux équipements de traitement existants ou à créer ;
- les secteurs qui resteront en assainissement individuel.

Cette étude va nous permettre de présenter le contexte général du territoire communal et de présenter les choix justifiés de zonages.

2. RAPPELS REGLEMENTAIRES

2.1. HISTORIQUE DE LA REGLEMENTATION

Le tableau suivant résume les principaux éléments de la législation concernant le projet d'assainissement : Directive Européenne du 21/05/91	Relative au traitement des eaux résiduaires urbaines
Loi sur l'eau n° 2006-1172 du 30/12/06	Concernes l'assainissement et vise à assurer notamment : - la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides, - le développement et la protection de la ressource en eau.
Décret du 11 septembre 2007	Relatif aux redevances d'assainissement et au régime exceptionnel de tarification forfaitaire de l'eau et modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales.
D.T.U. 64-1 d'août 1998	Ce document définit les règles de l'art pour la mise en œuvre des ouvrages d'assainissement autonome.
Arrêté du 22 juin 2007	Prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte, de transport et de traitement des eaux usées.
Circulaire du 15 février 2008	Circulaire relative à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées.
Arrêté du 7 septembre 2009 modifié	Arrêté fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif recevant une charge brute inférieure à 1.2 kg de DBO5.
Arrêté du 27 avril 2012	Arrêté fixant les modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations non collectif.
Arrêté du 21 juillet 2015	Arrêté fixant les prescriptions techniques applicables à la conception, l'exploitation, la surveillance et l'évaluation de la conformité des systèmes d'assainissement collectif et des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5
Arrêté du 31 juillet 2020	Arrêté du 31 juillet 2020 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.

2.2. GENERALITES CONCERNANT LES COMPETENCES EN MATIERE D'ASSAINISSEMENT

Selon l'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales :

« I – Les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.

II – Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article L1331-4 du Code de la Santé Publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion du raccordement de l'immeuble.

L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations totales agglomérées et saisonnières.

III.-Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, la commune assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission consiste :

1° Dans le cas des installations neuves ou à réhabiliter, en un examen préalable de la conception joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de demande de permis de construire ou d'aménager et en une vérification de l'exécution. A l'issue du contrôle, la commune établit un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires ;

2° Dans le cas des autres installations, en une vérification du fonctionnement et de l'entretien. A l'issue du contrôle, la commune établit un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.

Les modalités d'exécution de la mission de contrôle, les critères d'évaluation de la conformité, les critères d'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement, ainsi que le contenu du document remis au propriétaire à l'issue du contrôle sont définis par un arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement.

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans.

Elles peuvent assurer, avec l'accord écrit du propriétaire, l'entretien, les travaux de réalisation et les travaux de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif prescrits dans le document de contrôle. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif.

Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.

Les dispositifs de traitement destinés à être intégrés dans des installations d'assainissement non collectif recevant des eaux usées domestiques ou assimilées au sens de l'article L. 214-2 du code de l'environnement et n'entrant pas dans la catégorie des installations avec traitement par le sol font l'objet d'un agrément délivré par les ministres chargés de l'environnement et de la santé. »

L'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que :

«Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement :

1° Les **zones d'assainissement collectif** où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées;

2° Les **zones relevant de l'assainissement non collectif** où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif.

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

NOTA : Ces dispositions s'appliquent aux projets, plans, programmes ou autres documents de planification pour lesquels l'arrêté d'ouverture et d'organisation de l'enquête publique est publié à compter du premier jour du sixième mois après la publication du décret en Conseil d'État prévu à l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

Selon les alinéas 3° et 4° la réalisation d'un zonage pluvial est réservée aux zones à enjeux, là où « des mesures doivent être prises » pour maîtriser le ruissellement ou bien là « où il est nécessaire de prévoir des installations » pour assurer la collecte et le stockage des eaux pluviales, pour lutter contre des pollutions engendrées par les dysfonctionnements des systèmes d'assainissement. Les collectivités qui n'auraient pas identifié de telles zones sur leur territoire n'ont donc pas l'obligation de réaliser un tel zonage. Toutefois, une collectivité qui se trouve dans ce cas pourrait être amenée à justifier ce diagnostic.

La commune de SAINT-LAURENT-SUR-GORRE n'a pas identifié de zones présentant un enjeu particulier à maîtriser le ruissellement des eaux pluviales.

Le présent zonage ne concerne donc que la gestion des eaux usées (alinéas 1° et 2°).

2.3. INTEGRATION DU ZONAGE ET SON ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE

Le zonage s'intègre dans un contexte réglementaire très riche. Il fait partie intégrante des outils de la gestion de l'eau qui interagissent eux-mêmes étroitement avec les outils de la prévention des risques et les outils des politiques d'urbanisme.

2.3.1. ARTICULATION DU ZONAGE AVEC LES AUTRES OUTILS DE GESTION DE L'EAU

La France dispose d'une importante législation sur l'eau qui établit un cadre et des outils de gestion de l'eau.

➔ *Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux – SDAGE*

Institués par la loi sur l'eau de 1992, les Schémas Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) sont des instruments obligatoires de planification de la gestion de l'eau.

Ils fixent pour chacun des grands bassins hydrographiques du territoire (6 SDAGE pour le territoire métropolitain, 1 SDAGE par Département d'Outre-Mer) les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau avec pour principal objectif le « bon état écologique des deux tiers des masses d'eau » d'ici à 2021. Il existe six SDAGE sur le territoire métropolitain et un SDAGE par département d'outremer. Programmé pour six ans, les SDAGE actuels couvrent la période 2015-2021.

Adopté par le Comité de bassin et approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin, les SDAGE sont des documents de la plus haute autorité en matière de gestion de l'eau, imposant selon le principe de compatibilité, leurs préconisations à l'ensemble des documents participant à la gestion de l'eau et à l'aménagement du territoire (PLU, SCoT). Ils constituent l'outil opérationnel de la Directive Cadre sur l'Eau. Les dispositions des SDAGE sont opposables à l'administration et à ses décisions mais ne sont cependant pas opposables aux tiers.

Compte tenu de leur échelle d'application, la thématique du zonage est abordée de façon assez homogène par les SDAGE, qui rappellent le cadre légal défini par le CGCT (Art L. 2224-10). Ce document se contente de proposer l'adoption de valeurs de débits de fuite limites, qui peuvent constituer pour les communes, un minimum à respecter. Toutefois, cela reste rare et ne reflète pas la philosophie principale du document. De plus, s'il doit se conformer à l'esprit du SDAGE, le zonage couvre une aire géographique plus restreinte qui peut justifier un assouplissement ou une plus grande rigueur sur les débits de fuite qu'il impose.

Les SDAGE restent un outil important pour le développement de l'outil de zonage.

La commune de Saint-Laurent-sur-Gorre se situe en tête des bassins versants, et est concerné par le SDAGE Loire-Bretagne.

➤ **Le SDAGE Loire-Bretagne :**

Le **SDAGE Loire-Bretagne 2022/2027**, entré en vigueur par arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2015, s'inscrit dans la continuité du SDAGE 2010/2015.

Ses préconisations sont traduites selon 4 orientations :

- a. Réduire les pollutions ;
- b. Améliorer la gestion quantitative ;
- c. Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques.
- d. Créer les conditions de gouvernance favorables à l'atteinte des objectifs du SDAGE.

Le présent dossier s'inscrit particulièrement dans le cadre de l'Orientations B, les enjeux suivants concernés étant les suivants :

- B2 : Réduire les pollutions dues au ruissellement d'eau pluviale
- B3 : Macropolluants : Fixer les niveaux de rejets pour atteindre ou maintenir le bon état des eaux

- B4 : Promouvoir l'assainissement non collectif là où il est pertinent

→ Schéma d'aménagement et de gestion des eaux – SAGE

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) est un outil de planification, élaboré de manière collective par la commission de l'eau (CLE) regroupant les différents acteurs du territoire, à l'échelle d'un sous-bassin versant ou d'un groupement de sous bassins versants. L'objectif principal du SAGE est la recherche d'un équilibre entre protection de l'environnement et satisfaction des usages. Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau.

Le SAGE constitue l'outil de mise en œuvre des dispositions et orientations inscrites dans le SDAGE, à l'échelle du bassin versant. Le SAGE est composé d'un plan d'aménagement de gestion durable (PAGD) et d'un règlement qui inclue des documents cartographiques. Le projet de SAGE est soumis à enquête publique et approuvé par l'État qui veille à sa mise en œuvre à travers la police de l'eau. Le SAGE est opposable aux administrations et aux tiers. Un guide d'aide à la rédaction du règlement des SAGE vient d'être publié par le ministère.

La commune de Saint-Laurent-sur-Gorre est concernée par le SAGE Vienne.

➤ **Le SAGE Vienne :**

Le SAGE Isle - Dronne, révisé, a été approuvé par Arrêté le 8 mars 2013.

Ce document reprend le SDAGE Loire-Bretagne en développant ce dernier en reprenant les 4 grandes orientations et en détaillant celles-ci en objectifs.

2.4. LA PROCEDURE D'ETABLISSEMENT D'UN ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Toute procédure de zonage nécessite la réalisation d'une étude afin de constituer le dossier d'enquête publique prévu à l'article R.123-6 *du code de l'environnement*.

La collectivité compétente en matière d'assainissement des eaux usées et/ou des eaux pluviales doit donc :

1. définir le périmètre du zonage, rédiger le cahier des charges, consulter les bureaux d'études en application du code des marchés publics puis choisir le bureau d'études ;
2. faire exécuter le dossier de zonage par le bureau d'études ;
3. approuver par délibération l'étude de zonage ainsi réalisée.

Le Maire de la commune ou le Président de l'EPCI saisit ensuite le Préfet d'une demande de désignation du commissaire-enquêteur par le Président du Tribunal Administratif. Lorsque cette désignation est effectuée, le Maire/Président prend un Arrêté de mise à l'enquête.

L'enquête publique dure au minimum un mois et au maximum deux mois, avec possibilité de prolongation pour 15 jours.

Depuis le 1er janvier 2013, l'élaboration des documents de zonage comprend obligatoirement la consultation des services de l'Etat. Cette obligation vaut autant pour les nouveaux zonages que pour la révision des zonages existants.

L'objectif de cette consultation est de déterminer, au cas par cas, si le projet de zonage doit faire l'objet d'une évaluation environnementale prévue par le Code de l'environnement (*art. L.122-4 à L.122-12 et R.122-17 à R.122-24*).

Au vu des informations transmises par la collectivité, le préfet et ses services décideront s'il y a lieu d'inclure dans le dossier d'enquête publique une évaluation environnementale des conséquences du zonage, en cas d'impact significatif de celui-ci sur l'environnement ou si cette évaluation est inutile (en cas d'impact faible sur l'environnement).

Le zonage d'assainissement est approuvé selon délibération de l'organe délibérant de la collectivité. Une fois le zonage approuvé, il doit être rendu opposable aux tiers par l'édition d'un Arrêté municipal.

Le zonage entraîne l'obligation pour la collectivité compétente de réaliser, à terme, les travaux d'assainissement collectif dans les zones définies comme telles. Mais aucun terme n'est fixé par les textes législatifs et réglementaires.

Cependant, le zonage assainissement collectif / non collectif ne doit pas être interprété comme un engagement de desserte immédiate des zones d'assainissement collectif par un réseau de collecte des eaux usées ou des eaux pluviales, mais comme l'indication que les zones classées en assainissement collectif et non encore équipées devraient l'être "à terme".

Pour ce qui est de l'assainissement des eaux usées, dans l'attente de la création du réseau, les habitations doivent être équipées d'une installation d'ANC en application de l'article L.1331-1-1 du Code de la Santé Publique.

3. CONTEXTE GENERAL

3.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE

La commune de Saint-Laurent-sur-Gorre, d'une superficie de 53 km², se situe dans le département de la Haute-Vienne, à environ 40 kilomètres de Limoges et en frontière de la Dordogne.



Figure 1 : Carte de localisation – source : geoportail.gouv.fr

Les communes limitrophes sont :

- Saint-Cyr, Saint Auvent et Cognac-la-Forêt au Nord ;
- Oradour-sur-Vayres à l'Ouest ;
- Champagnac-la-Rivière et Champsac au Sud ;
- Séréilhac et Gorre à l'Est ;



Figure 2 : Carte des communes limitrophes – source : geoportail.gouv.fr

La commune est traversée par les voies départementales suivantes :

- La route départementale 21 (RD21) traversant dans l'axe Nord/ Sud le bourg de Saint-Laurent-sur-Gorre et permettant de relier Saint-Junien au Nord à la route nationale 21 (RN21) au Sud, allant jusqu'à Périgueux ou Limoges.
- La route départementale 34 (RD34) traversant dans l'axe Est / Ouest le bourg communal et permettant de relier Oradour-sur-Vayres à l'Ouest à la route nationale 21 (RN21) à l'Est.
- La route départementale 41 (RD41) partant au Nord-Ouest du centre-bourg de Saint-Laurent-sur-Gorre et permettant de relier Rochechouart.

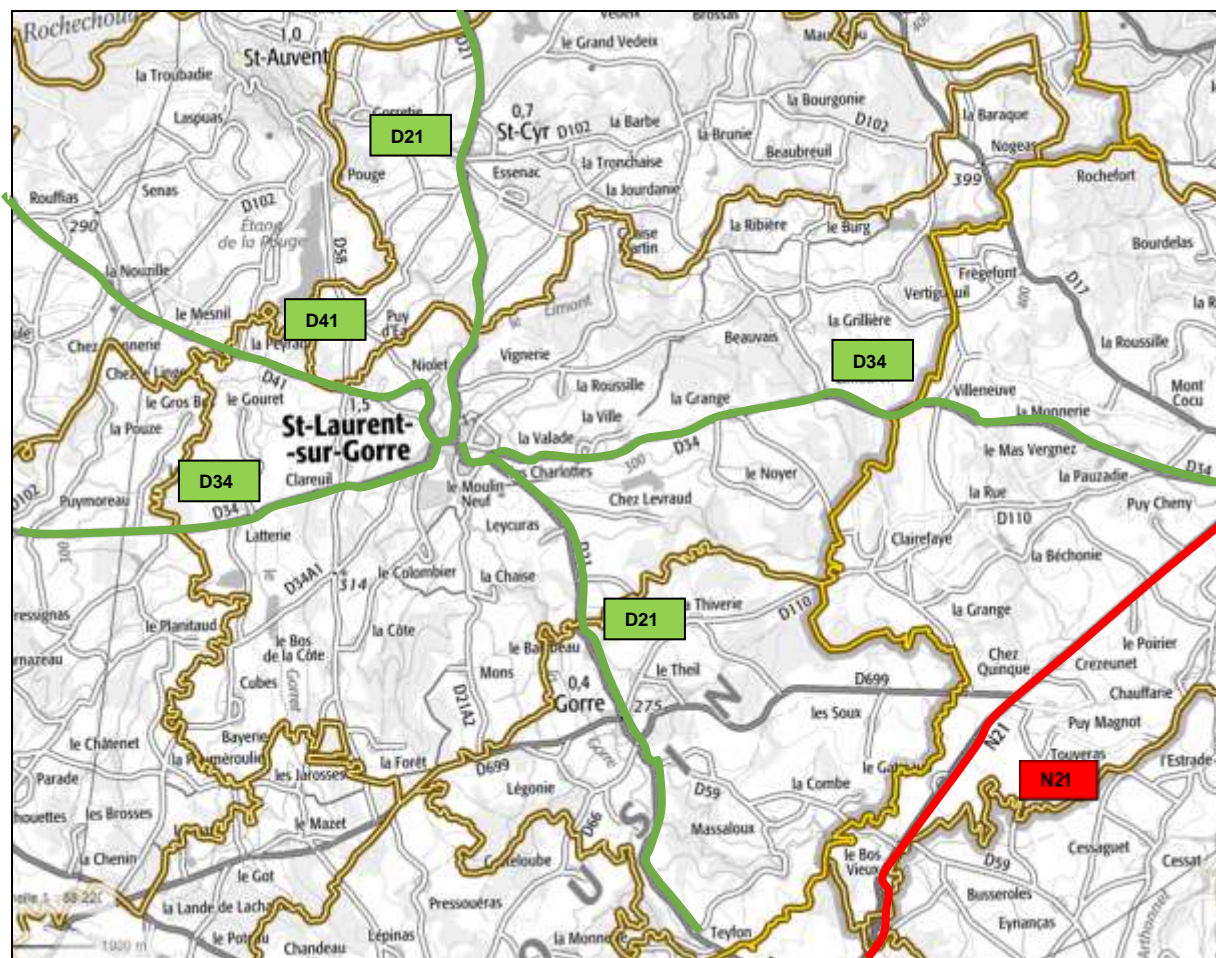


Figure 3 : Carte des voies de communications – source : geoportail.gouv.fr

3.2. DEMOGRAPHIE ET HABITAT

L'évolution de la population de 1968 à 2017 est présentée dans le tableau suivant :

	Unité	1968	1975	1982	1990	1999	2007	2012	2017
Population permanente	Nbre	1356	1344	1440	1547	1422	1480	1423	1500
Croissance moyenne annuelle	%	-	-1%	7%	7%	-9%	4%	-4%	5%
Densité	hab/km ₂	34	33,7	36,1	38,	35,6	37,1	35,6	37,6

Figure 4 : Evolution de la population – source : Insee

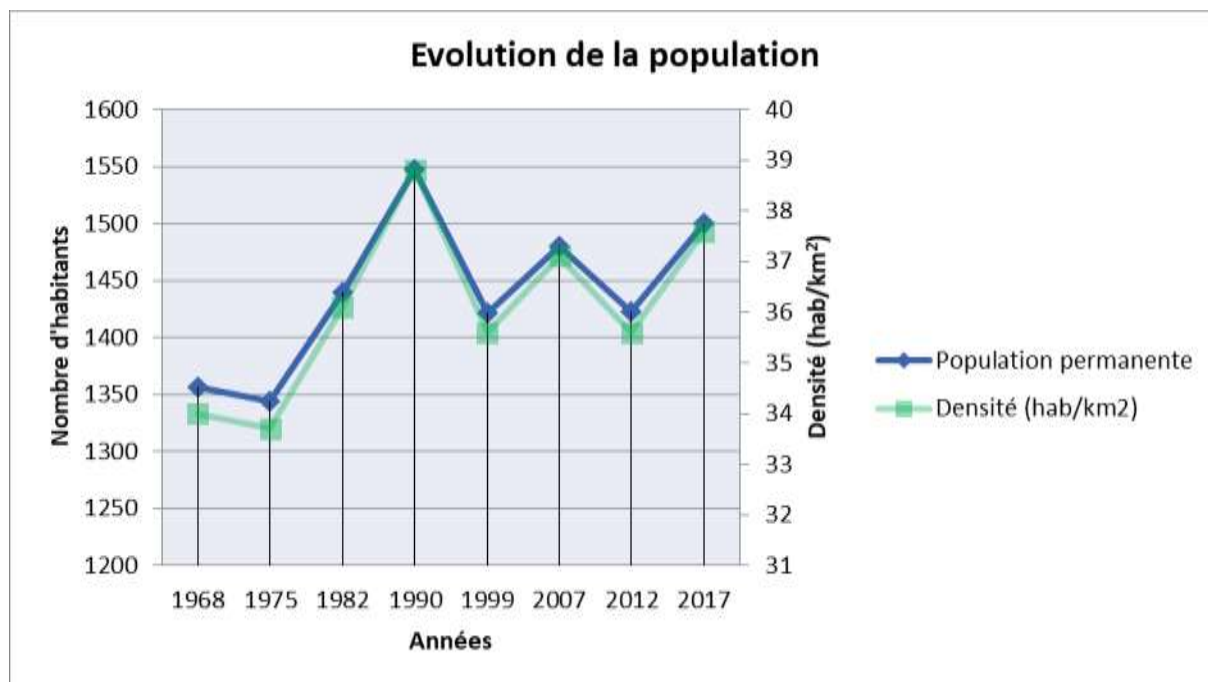


Figure 5 : Graphique d'évolution de la population depuis 1968 jusqu'à 2017

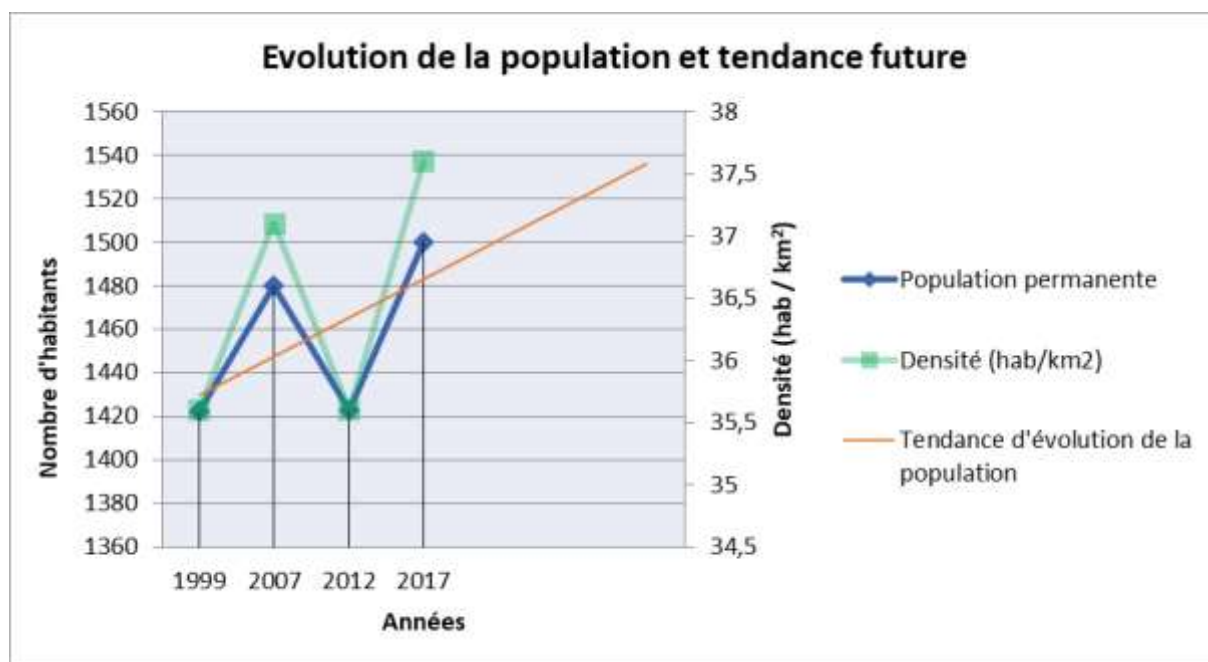


Figure 6 : Tendances futures d'évolution de la population

La population communale a subi une hausse importante de 1975 jusqu'en 1990, puis fluctue suivant une tendance d'environ ($\pm 5\%$) depuis 1999.

La densité de population en 2017 atteint 37,6 hab. /km².

Le tableau suivant présente l'évolution de l'habitat de 2007 à 2017.

	Unité	2007	2012	2017
Résidences principales	Nbre	598	588	606
Résidences secondaires	Nbre	127	87	88
Logements vacants	Nbre	81	101	117
Total général	Nbre	806	776	811
Total hors vacants	Nbre	725	675	694
Maisons	Nbre	758	736	792
	%	94,0%	94,8%	97,7%
Appartement	Nbre	43	38	14
	%	5,3%	4,9%	1,7%

Figure 7 : Evolution de l'habitat – source : Insee

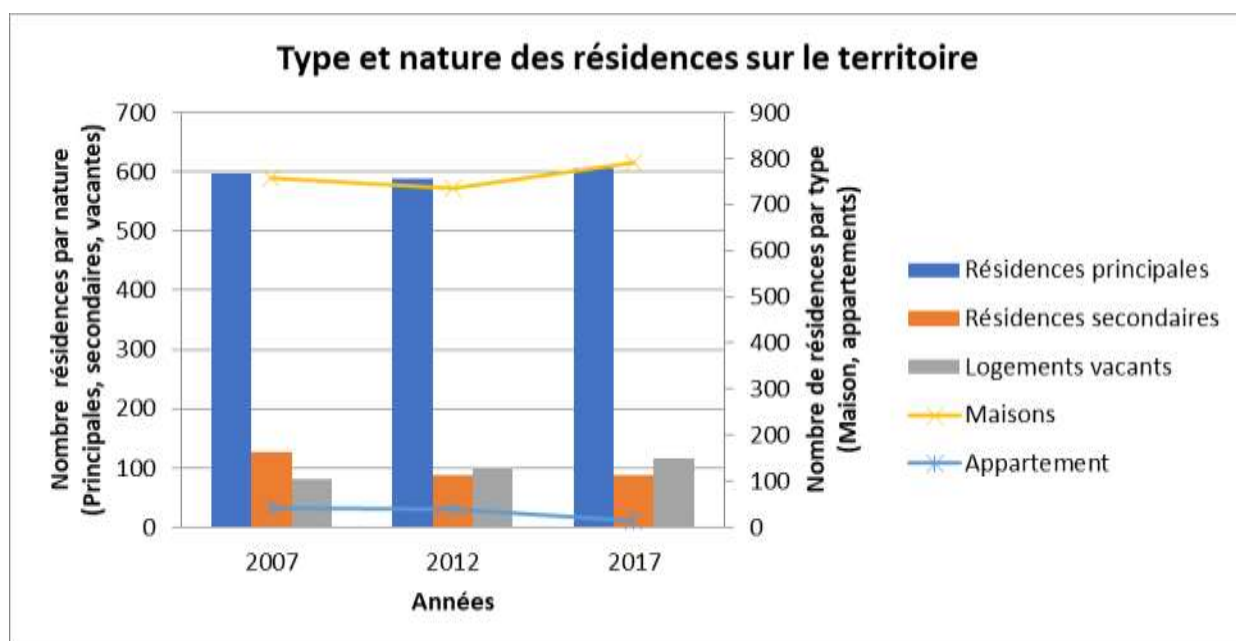


Figure 8 : Type et nature des résidences sur le territoire

Le nombre de résidences principales fluctue légèrement mais semble présenter néanmoins une hausse légère depuis 2012 avec une croissance de 18 résidences principales en 5 ans.

La part des résidences secondaires subit une nette diminution entre 2007 et 2012 et reste constante depuis (augmentation de 1 résidence secondaire depuis 2012).

Enfin, la part de logement vacant est en augmentation depuis 2007 (+36 résidences vacantes depuis 2007).

En 2017, la population permanente était de 1 500 habitants et était répartie sur un parc de 694 résidences principales occupées, soit un ratio de 2,2 hab/logement.

A l'horizon 2030, il peut être établie sur la base de l'évolution des dernières années de la population (croissance d'environ 3 résidents supplémentaires par an depuis 1999) que la population sera portée à 1 530 habitants, soit une augmentation de 30 habitants et 14 logements. Les prévisions indiquent que ces logements seront de type « pavillonnaire » en majorité.

3.3. CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL

3.3.1. RESEAU HYDROGRAPHIQUE

La commune de Saint-Laurent-sur-Gorre se situe sur les bassins versants de la Gorre. Le bassin versant concerné s'étend de sa source (lieu-dit La Valette à Châlus) jusqu'à la confluence avec la Vienne au nord-ouest.

Aujourd'hui, il y a trois stations d'épuration dans la commune :

- La STEP du Bourg (La Feuillade), son point de rejet s'effectue dans la Gorre
- La STEP de Mons,
- La STEP de la Chaise

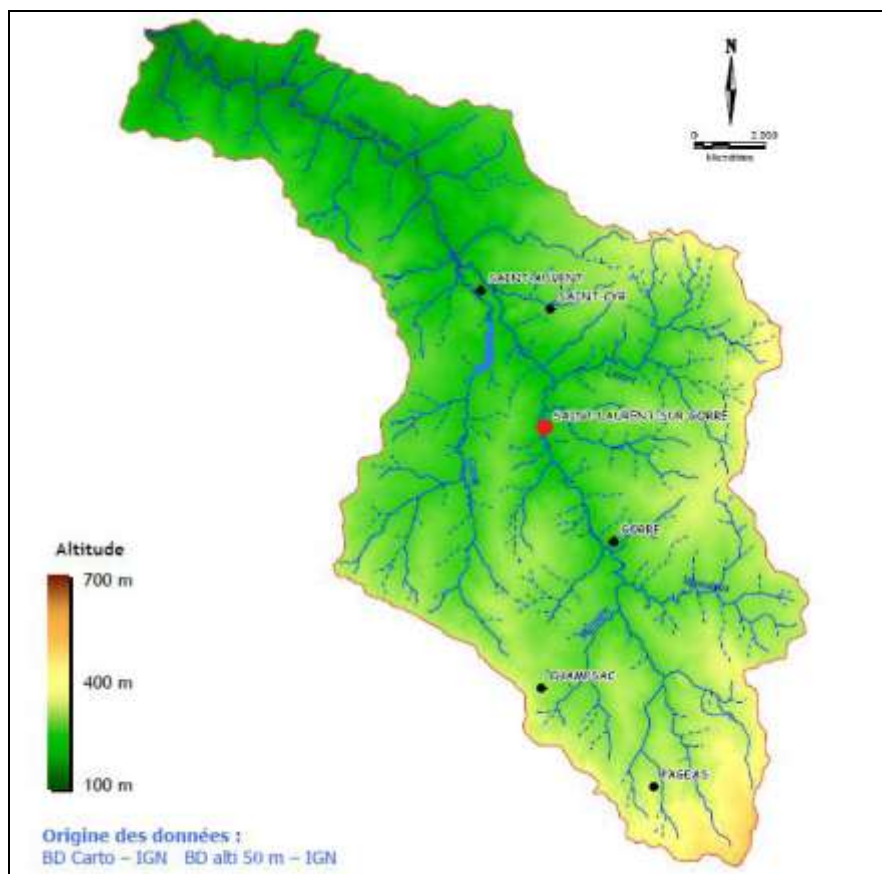


Figure 9 : Carte du réseau hydrographique

Source : Plan départemental pour la protection du milieu aquatique et la gestion des ressources piscicoles 2012-2016

Le territoire communal est traversé par plusieurs ruisseaux, affluents de la Gorre, les principaux sont :

- Le **ruisseau de Malatias** au Sud-Est du territoire communal, qui prend sa source au niveau d'un système de barrage hydraulique amont au lieu-dit « Chez Levraud ». Ces barrages de retenue sont alimentés par d'autres ruisseaux convergents. Le ruisseau mesure 5,9 km.

La confluence avec la Gorre, s'établit en rive droite, à 300 m en amont de la station d'épuration de la Feuillade.

- Le **ruisseau du Colombier**, qui prend sa source au Sud-Ouest du bourg de Saint-Laurent-sur-Gorre, au niveau du lieu-dit « La Côte ».

Ce ruisseau est le résultat de la confluence d'un système de barrage situé sur le lieu-dit « La Côte » et d'une source située au Sud de la commune. Le ruisseau mesure 3,1 km.

La confluence d'effectue dans la Gorre, sur la rive gauche, à environ 1,6 km au Sud de la Station d'épuration de la commune.

- Le rejet des eaux traitées et de l'ensemble des collecteurs EU et EP du centre-bourg communal s'effectue sur la Gorre.

3.3.2. QUALITE

Le bassin versant de la Gorre représente une superficie totale de 186 km², dont 82.8 km² en amont de la station d'épuration de Saint-Laurent-sur-Gorre (dite STEP du bourg).

La directive 2000/60/CE du parlement européen et du conseil du 23 octobre 2000, dite Directive Cadre sur l'Eau DCE) a définie pour la Gorre, **la masse d'eau FRGR0383: « la Gorre et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec la Vienne ».**

Les objectifs définis par le SDAGE 2016-2021 de la masse d'eau « La Gorre » et l'évaluation de l'état de la masse d'eau sont :

Paramètre	Masse d'eau FRGR0383	
	Objectif	Etat
Etat écologique	Bon en 2021	Moyen
Etat chimique	Bon en 2021	Bon

Figure 10 : Objectif de qualité et état des masses d'eau Source

Source : CCTP et Evolution annuelle de l'état des eaux de la station 04080950 de Gorre à Rochechouart

A ce jour, l'évaluation de la qualité de la masse d'eau modélisée à partir des données de 2011 à 2019, **est considéré comme Moyen, pour un objectif de Bon état en 2021.**

ETAT ECOLOGIQUE					ETAT CHIMIQUE (uniquement pour les stations RCS)				
Année	Etat écologique	Etat biologique	Etat physico-chimique Paramètres généraux	Polluants spécifiques	Année	Etat chimique	Eau Conc. moy.	Conc. max.	Biote Crustacé Poisson
2019	Moyen	Moyen	Moyen		2019				
2018	Moyen	Moyen	Bon	Très bon	2018	Bon	Bon	Bon	
2017	Moyen	Moyen	Bon	Bon	2017	Bon	Bon	Bon	
2016	Moyen	Moyen	Bon		2016				
2015	Moyen	Moyen	Bon		2015				
2014	Moyen	Moyen	Bon	Bon					
2013	Moyen	Moyen	Bon						
2012	Moyen	Moyen	Bon						
2011	Moyen	Moyen	Bon	Bon					
2010	Bon	Bon	Bon						
2009	Bon	Bon	Bon	Moyen					
2008	Bon	Bon	Bon	Bon					
2007	Bon	Bon	Bon	Bon					

Figure 11 : Etat écologique et chimique de la Gorre – Source : OSUR

Toutefois, les analyses effectuées sur la **station de suivi d'Aixe-sur-Vienne**, située au niveau de la confluence avec la Vienne, présentent, pour l'année 2018 (dernières données disponibles), des résultats d'analyses indiquant un **Bon état physico-chimique de la masse d'eau**.

Le tableau ci-dessous présente les valeurs retenues et classes de qualité associées pour les paramètres physico-chimiques :

		ETAT DE LA MASSE D'EAU						
	Unité	10/2019	12/2019	02/2020	04/2020	06/2020	08/2020	Etat
Bilan de l'oxygène								
Oxygène Dissous	mgO ₂ /L	7.65	12.10	11.90	9.00	9.30	6.20	Très bon
DBO ₅	mgO ₂ /L	3.00	2.30	1.40	1.80	1.80	2.20	Très bon
Température								
Eaux salomoniques	°C	16.80	6.20	6.40	14.10	15.50	21.50	
Nutriments								
Phosphore total	mg(P)/L	0.09	0.05	0.04	0.02	0.02	0.09	Bon
Ammonium	mg(NH ₄ ⁺)/L	0.03	0.04	0.02	0.03	0.03	0.06	Très bon
Nitrites	mg(NO ₂ ⁻)/L	0.01	0.03	0.02	0.02	0.02	0.02	Très bon
Nitrates	mg(NO ₃ ⁻)/L	0.80	11.00	7.40	4.70	4.70	4.60	Très bon
Acidification								
pH Maximum	unité pH	7.3	7.2	7.6	7.9	7.6	7.5	Très bon
Salinité								
Conductivité	µS/cm	212.0	121.0	110.0	124.0	144.0	171.0	Très bon
Etat Ponctuel de la masse d'eau								
		Bon	Bon	Très bon	Très bon	Très bon	Bon	
DCO qualification par le SEQ-EAU								
	mg/L (O ₂)	-	-	-	-	-	-	
MES qualification par le SEQ-EAU								
	mg/L	15.0	14.0	10.0	6.6	10.0	9.6	Très bon

Figure 12 : Qualité de la Gorre – Etat physico-chimique - Site Naïades

Dans l'ensemble, les paramètres indiquent un très bon état physico-chimique, hormis des dépassements ponctuels sur les paramètres Nitrates et phosphore total, pour lesquels l'état du milieu est en Bon état.

Le Bourg de Saint-Laurent-sur-Gorre constitue la principale zone urbanisée sur le bassin versant de la Gorre en amont du point de rejet de la station.



Figure 13 : Occupation des sols sur le bassin versant de la Gorre

D'après le Plan départemental pour la protection du milieu aquatique et la gestion des ressources piscicoles 2012-2016, La Gorre qui est associée au domaine piscicole salmonicole, présente un état fonctionnel considéré comme perturbé, avec pour principaux facteurs l'agriculture et le piétinement des berges, la présence de barrage, les différents types de rejets (Agriculture, industrie, urbanisation...) ainsi que la présence de plans d'eau.

Selon le classement établi au titre de l'article L 214-17 du Code de l'Environnement, la Gorre est classée dans la liste 1.

Le suivi quantitatif de la Gorre pour l'hydrométrie est mené depuis 1966 sur la station de suivi de la Gorre, à Chaillac-sur-Vienne. (StationL0914020).

Les données disponibles sont les suivantes :

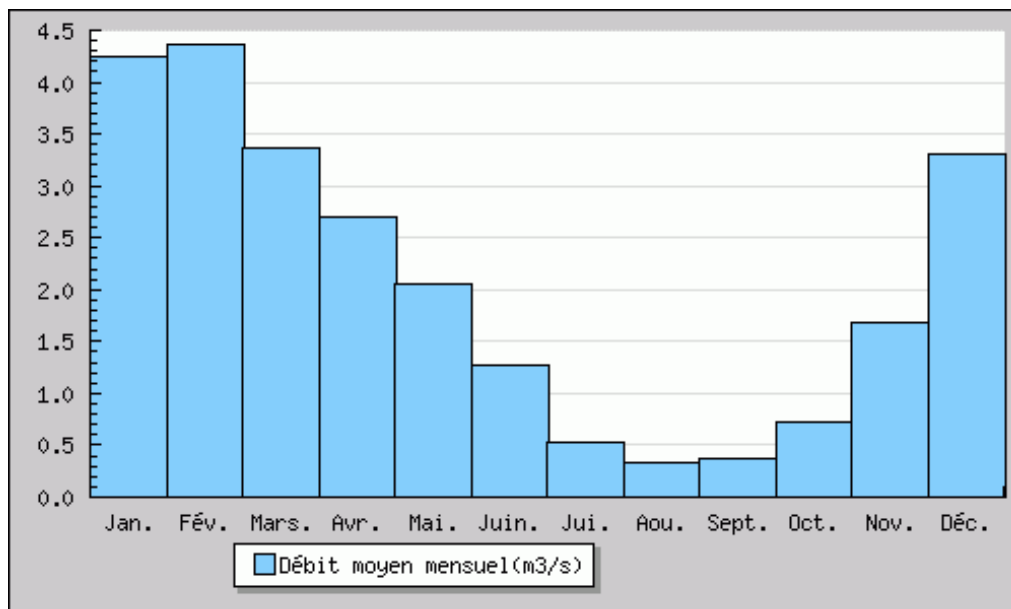


Figure 14 : Données banque hydro pour la Gorre à Chaillac-sur-Vienne (moyenne sur 55 ans)

Les étiages s'étalent de juin à octobre.

Le bassin versant de la Gorre à Chaillac-sur-vienne est de 186 km². Nous considérerons cette station de suivi pour établir les débits théoriques caractéristiques de la Gorre au droit du rejet de la station de traitement des eaux usées de Saint-Laurent-sur-Gorre.

Les débits caractéristiques issus des mesures sur la Gorre de 1966 à 2021 sont les suivants :

- QMNA5 = 0,138m³/s
- QMNA2 = 0,217 m³/s
- Module = 2,070 m³/s

Le bassin versant de la Gorre en amont de la STEP est de 82,8 km² au droit du rejet de la station d'épuration de la Feuillade

Les débits caractéristiques calculés pour la Gorre au prorata de la superficie du bassin versant sont les suivants :

- QMNA5 = 0,061m³/s
- QMNA2 = 0,097 m³/s
- Module = 0,921 m³/s

3.3.3. BIODIVERSITE

Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) sont des secteurs à fort intérêt biologique au niveau national. Elles ne possèdent pas de valeur juridique directe mais permettent de disposer d'une base de connaissance accessible à tous et ainsi d'améliorer la prise en compte de l'espace naturel.

Il existe deux types de ZNIEFF :

- Zones de type I : secteurs de superficie en général limitée, caractérisés par leur intérêt biologique remarquable.
- Zone de type II : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.

La commune de Saint-Laurent-sur-Gorre est concernée par plusieurs zones naturelles protégées :

➤ **5 ZNIEFF de type 1 :**

- Vallée de la Gorre et du Gorret
- Etang de la Pouge
- Etang de la Ribière
- Lande des Jarosses
- Forêt de Rochechouart

Le territoire de la commune de Saint-Laurent-sur-Gorre est concerné par la ZNIEFF de type 1, dite « L'Etang de la Pouge », situé au Nord-Ouest du territoire communal. Les rejets d'eaux usées des installations d'assainissement collectif de la commune de Saint-Laurent-sur-Gorre n'ont pas d'impact sur cette ZNIEFF, qui n'est pas situé sur le bassin versant de la Gorre.

La ZNIEFF de type 1, désignée « Vallée de la Gorre et du Gorret », est située en aval du territoire communal, et peut être impacté par les rejets d'effluents sur le territoire de Saint-Laurent-sur-Gorre.

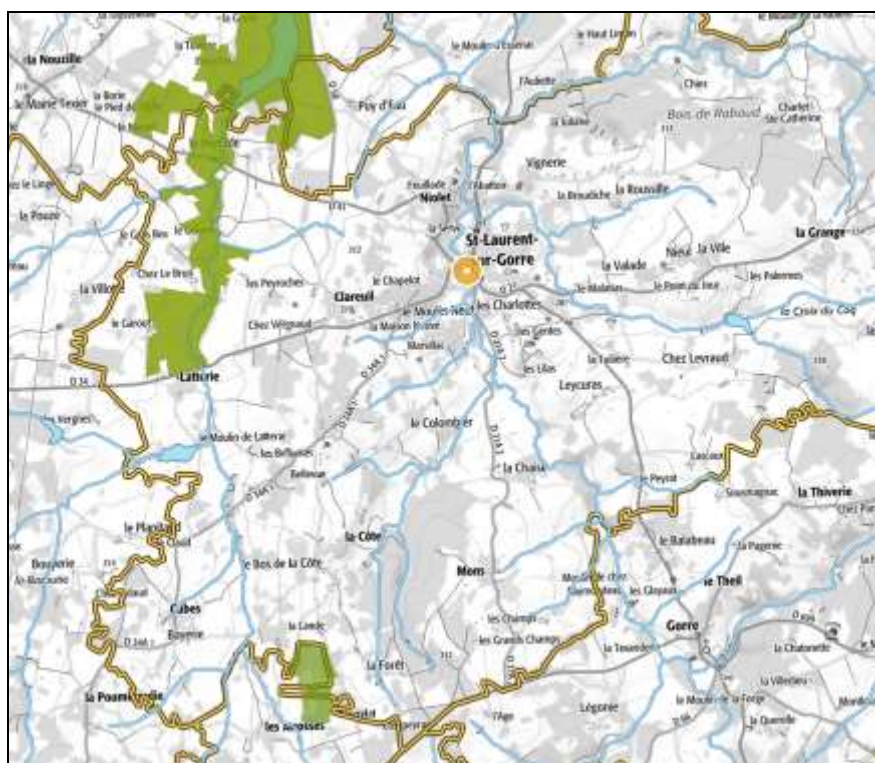


Figure 15 : Localisation des ZNIEFF de type 1 sur la commune de Saint-Laurent-sur-Gorre -
Source : Géoportail

Le **réseau Natura 2000** rassemble des sites naturels ou semi-naturels de l'Union Européenne ayant une grande valeur patrimoniale, de par la faune et la flore exceptionnelles qu'ils contiennent.

Le territoire communal est concerné par la zone Natura 2000 désignée « Etang de la Pouge ».

Cette zone n'est pas impactée par les systèmes d'assainissement collectif présents sur le territoire de Saint-Laurent-sur-Gorre.

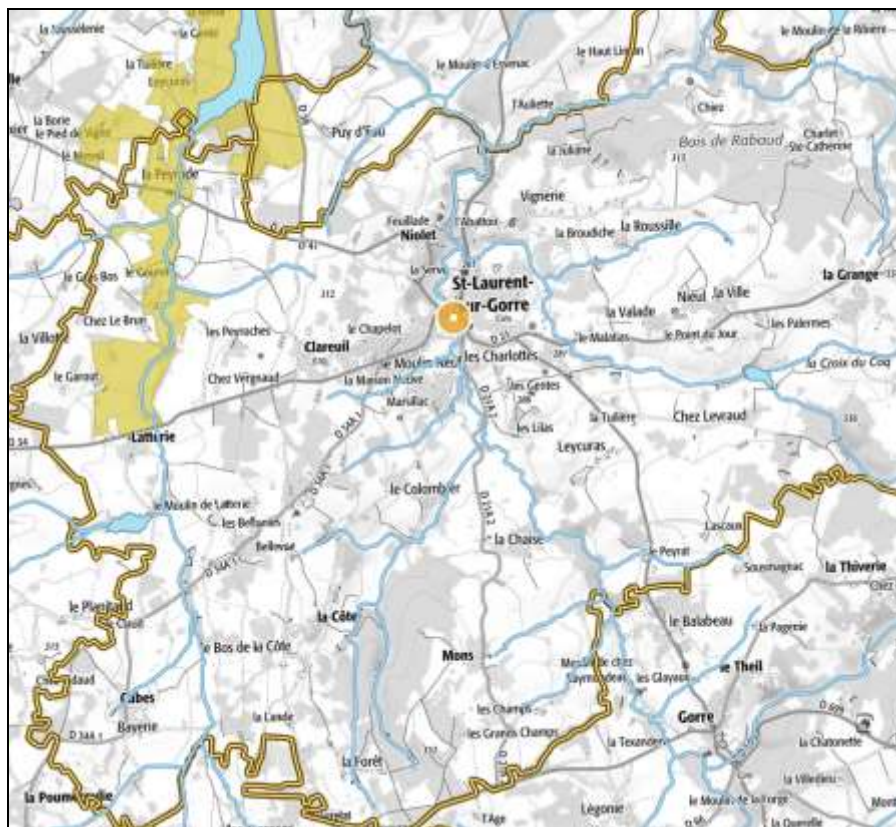


Figure 16 : Localisation des zones Natura 2000 sur la commune de Saint-Laurent-sur-Gorre –
Source : Géoportail

3.4. CONTEXTE GEOLOGIQUE

Concernant la géologie, la carte suivante illustre la géologie sur l'ensemble de la commune :



Figure 17 : Carte géologique de la commune de Saint Laurent sur Gorre - source : Infoterre

Le sous-sol du territoire communal est riche de différentes couches géologiques. Les principales sont les suivantes :

- Un socle constitué de Gneiss leptyniques (en jaune sur la carte) ;
- En rive droit de la Gorre, et notamment dans le Bourg communal, on trouve des Paragneiss plagioclasiques (en marron sur la carte) ;
- Dans la vallée de la Gorre et ses affluents, on retrouve des alluvions subrécentes à récentes (en blanc sur la carte).

4. ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

4.1. ETAT DES LIEUX DE L'ASSAINISSEMENT EXISTANT

4.1.1. ASSAINISSEMENT COLLECTIF

La commune dispose à ce jour de trois systèmes d'assainissements collectifs comprenant réseau de collecte et unités de traitements des eaux usées :

- **L'assainissement collectif de la Feuillade** avec une station de traitement de type boue activée d'une capacité nominale de 1 800 EH (108 kg/jour de DBO₅ et 270 m³/jour) ;
- **L'assainissement collectif de Mons** avec une station de traitement de type filtre à sable d'une capacité nominale de 20 EH (1,2 kg DBO₅/jour et 3 m³/jour)
- **L'assainissement collectif de la Chaise** avec une station de traitement de type filtre à sable d'une capacité nominale de 20 EH (1,2 kg DBO₅/jour et 3 m³/jour)

Ces systèmes d'assainissements collectifs existants sont décrits dans la suite du rapport.

4.1.2. LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Le zonage d'assainissement en vigueur prévoit d'installer également des systèmes d'assainissement collectif dans différents lieux-dits :

- La Brandiche
- La Vignerie

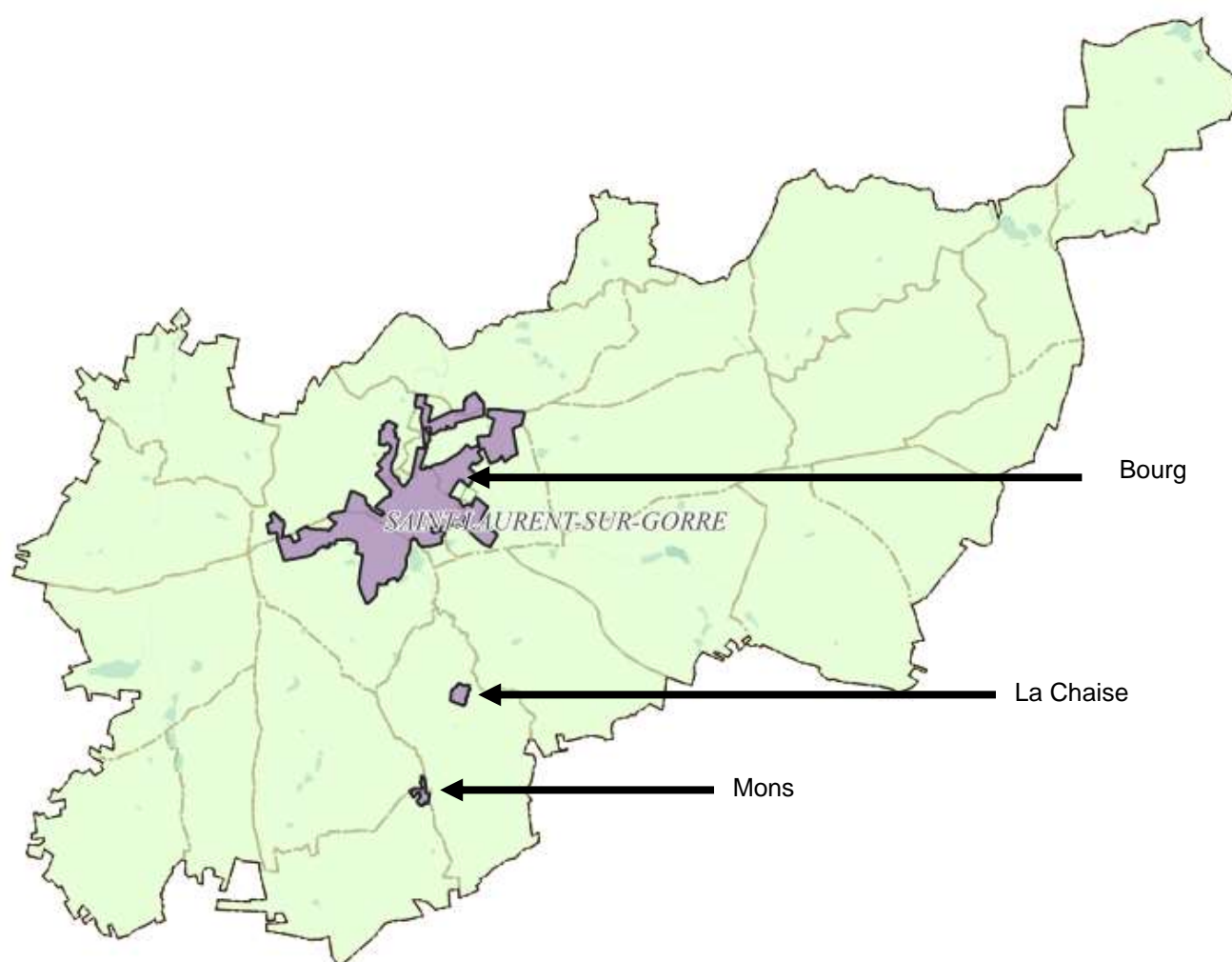


Figure 18 : Zonage d'assainissement collectif existant

4.2. DESCRIPTIF DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DU BOURG

4.2.1. ZONAGE ACTUEL

Ci-dessous, le zonage d'assainissement en place. Les rejets des habitations comprises dans le zonage sont traités par le système d'assainissement du Bourg excepté le secteur de la Brandiche, l'Est du secteur le Bois du Breuil et le sud de la Vignerie. Ce zonage correspond au zonage d'assainissement établis en 2012.

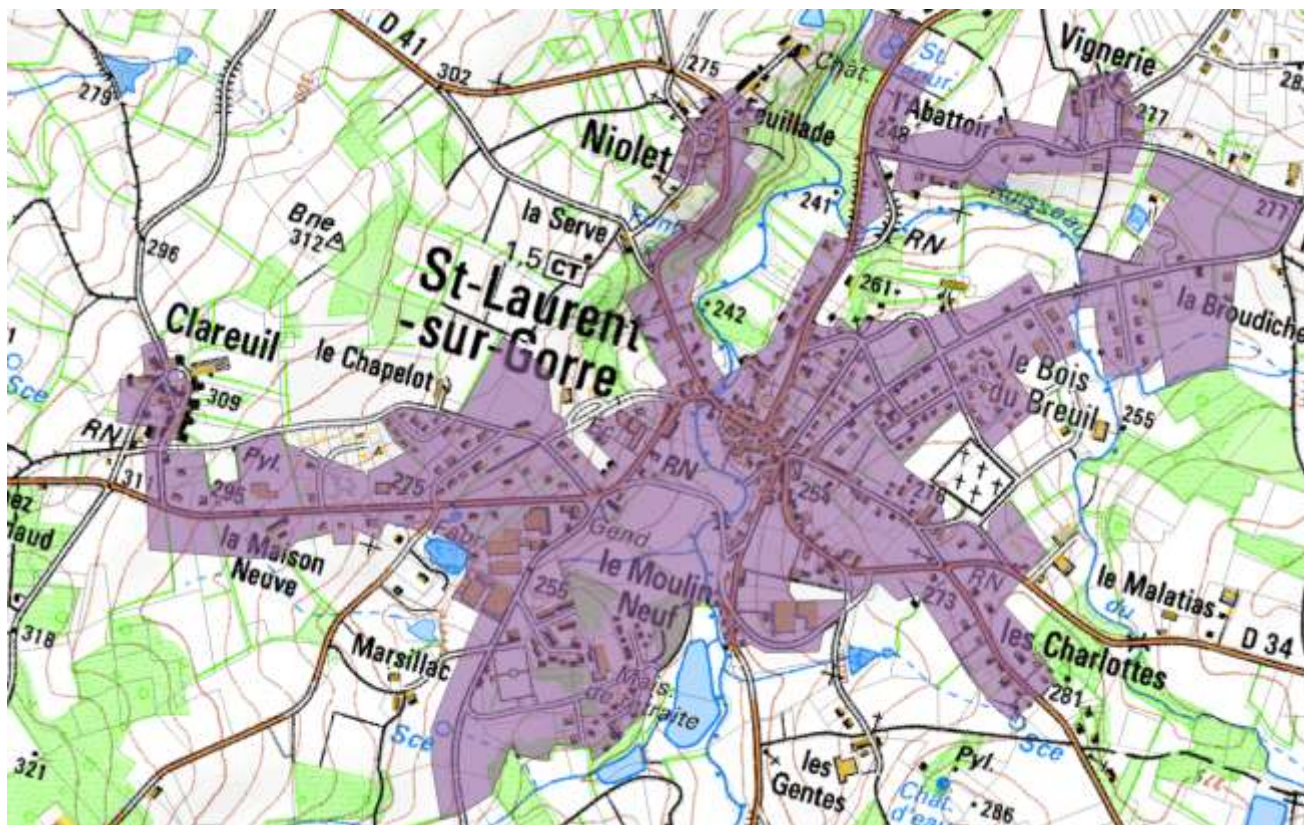


Figure 19 : Zonage actuel - secteur du Bourg

4.2.2. LE RESEAU DE COLLECTE

La figure ci-après présente une synthèse de l'architecture du réseau de collecte des eaux usées du secteur de la Gare de Saint-Laurent-sur-Gorre.

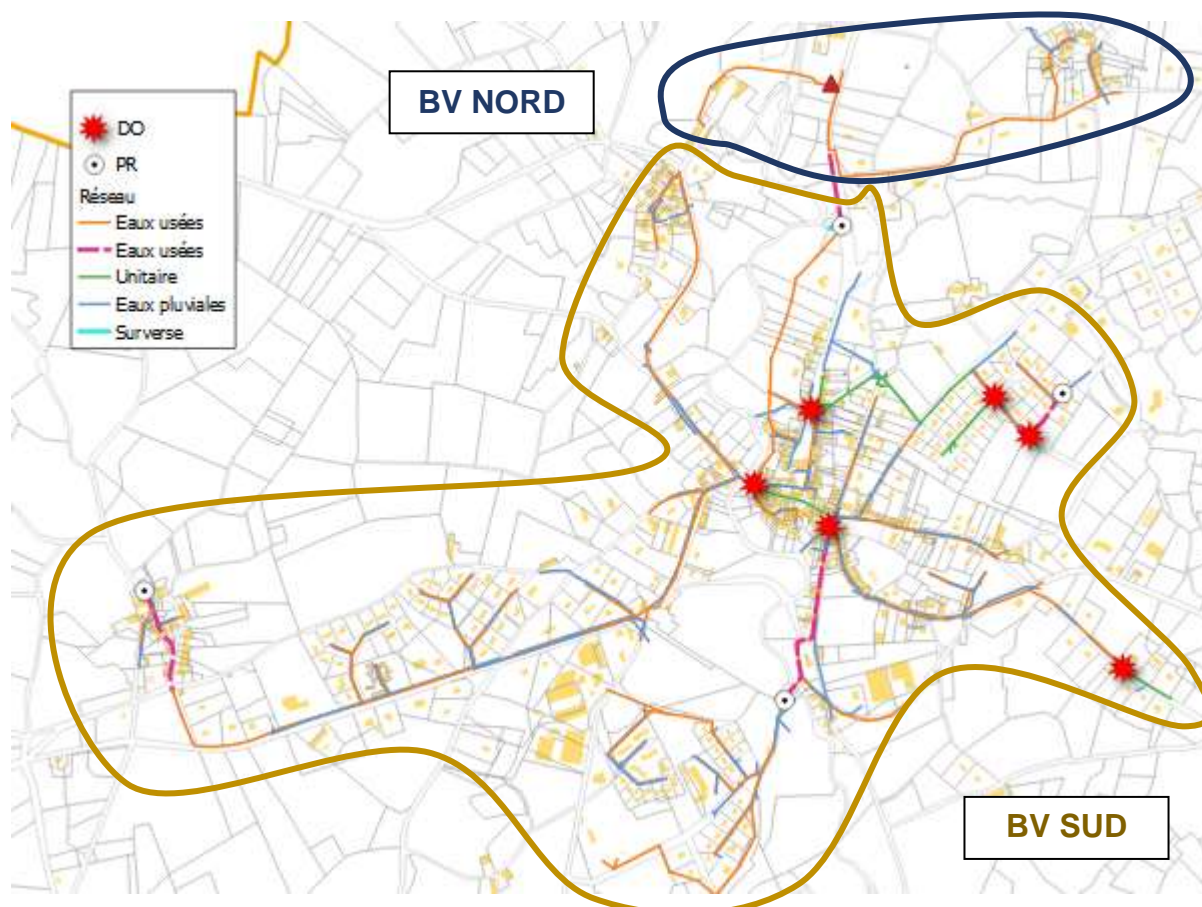


Figure 20 : Représentation schématique des réseaux de la gare de Saint-Laurent-sur-Gorre

Le réseau de Saint-Laurent-sur-Gorre comporte deux bassins versants :

- ✓ Le premier bassin versant, nommé « BV Nord », collecte une minorité des habitations raccordées au réseau, ce bassin versant réceptionne les effluents du BV Sud et le hameau de Feuillade. Le réseau est uniquement séparatif.
- ✓ Le second bassin versant, nommé « BV Sud », correspond à la partie restante du bourg. Le réseau est séparatif et unitaire.

Le réseau de collecte des eaux usées compte :

- 11 137 ml de collecteurs d'eaux usées strictes ;
- 973 ml de collecteurs unitaires ;
- 10 583 ml de collecteurs d'eaux pluviales strictes ;
- 345 ml de conduite de refoulement.

La présence de plusieurs déversoirs d'orage sur le réseau est à noter :

- Ces ouvrages de délestage sont situés sur le BV Sud :
 - Le DO de la rue Victor Hugo récupère la partie unitaire de la rue.
 - Le DO de la place de la Mairie récupère les réseaux d'eaux pluviales de l'Avenue Pasteur, l'Avenue du Docteur Descubes, la rue Jean Jaurès et

l'Avenue Charles de Gaulle et les déverse dans le réseau d'eaux usées, le trop plein se jette dans la Gorre. Durant le programme de réhabilitation du réseau, il est prévu de supprimer ce déversoir.

- Le déversoir de la rue Pierre et Marie Curie récupère le réseau unitaire de l'Allée des Thuyas et un avaloir, cet ouvrage est raccordé au réseau d'eaux usées de la rue Pierre et Marie curie et le trop plein se déverse dans le réseau d'eaux pluviales.
- Le déversoir de la place Léon Litaud collecte le réseau unitaire de la rue du 19 mars 1962, le réseau unitaire de la partie du nord de la place Léon Litaud et le réseau d'eaux usées strictes de cette place. Les eaux collectées sont déversées au réseau d'eaux usées longeant la Gorre, le trop-plein est connecté au réseau d'eaux pluviales.
- Le Trop-Plein de la Gorre situé en amont du réseau longeant les parcelles privées, lorsque le réseau monte en charge les effluents sont délestés dans la Gorre. Cet ouvrage draine les effluents du centre-bourg et la partie Ouest du réseau jusqu'au hameau de Clareuil.

L'ensemble des effluents est acheminé de manière gravitaire jusqu'à la station d'épuration, à l'exception des eaux du BV Sud qui subissent un relevage jusqu'au BV Nord.

4.1.3.2 La station de traitement des Eaux Usées

La station de traitement des eaux usées du Bourg de la commune de Saint-Laurent-sur-Gorre est située au Nord du Bourg sur la route départementale 21.

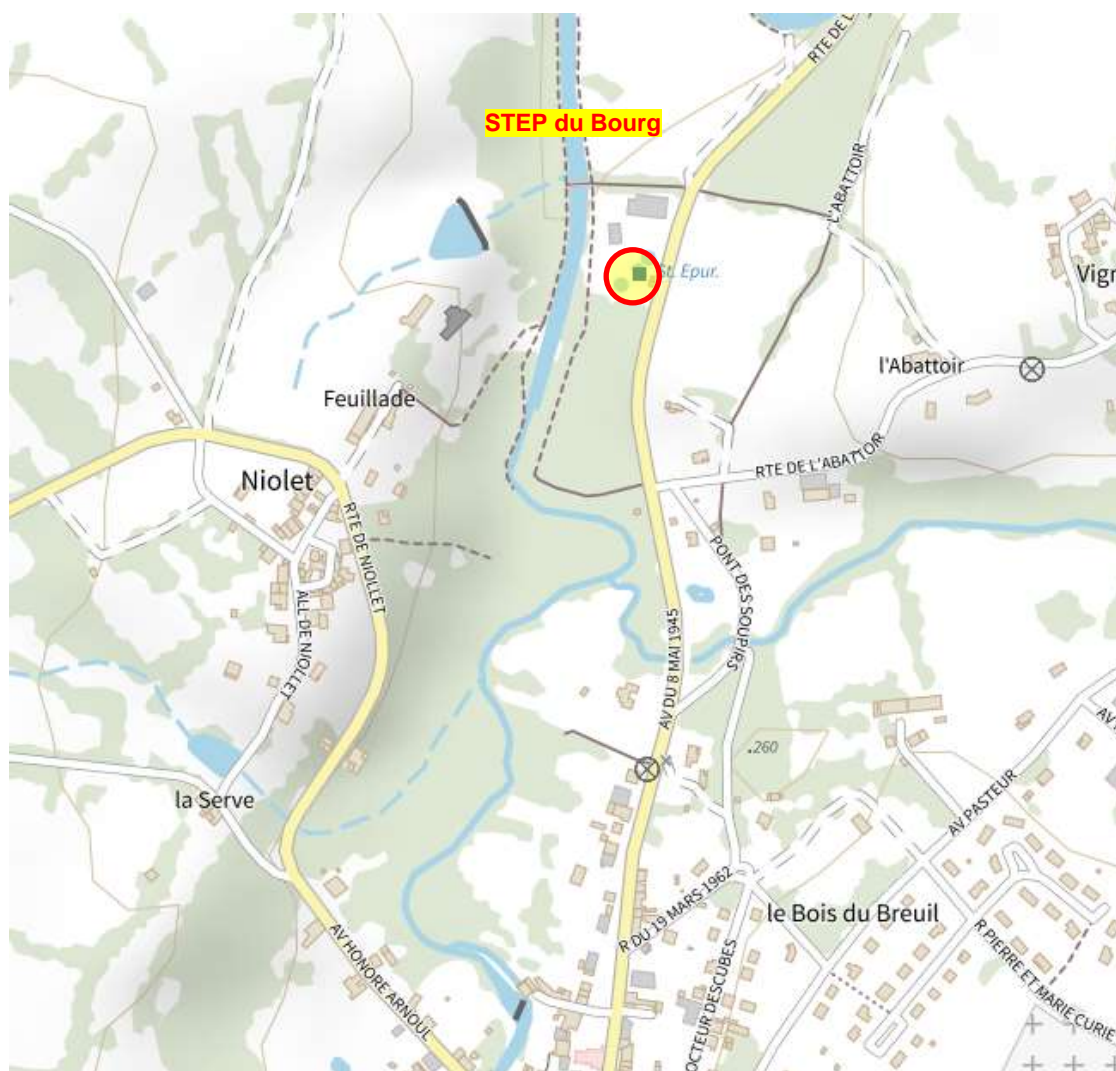


Figure 21 : Plan de localisation de la station de traitement des eaux usées du Bourg

Le code Sandre de la station est le n° 0487158S0001.

Cette station de traitement des eaux usées est de type boue activée, d'une capacité nominale de 1 800 équivalents habitants (108 kg DBO5/Jour et 270 m3/jour).

La station a été mise en service en 1996.

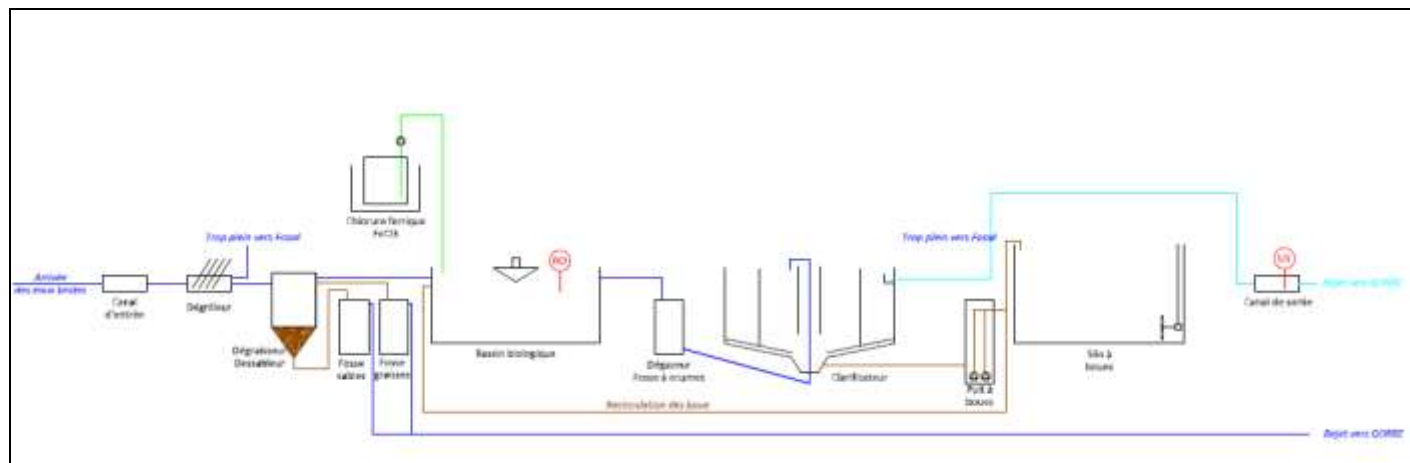


Figure 22 : Synoptique de la step

4.2.3. BILAN GENERAL DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DU BOURG

Les services du SATESE procèdent à la réalisation d'un bilan de fonctionnement tous les ans. Les mesures d'autosurveillance réglementaires sont aussi réalisées chaque année.

Le flux moyen reçus de DBO étant de 343 EH pour une capacité nominale de 1 800 EH. Cette station est surdimensionnée.

Le principal dysfonctionnement mis en évidence est l'important volume d'eaux claires parasites permanentes drainé par le réseau. Ces ECPP induisent :

- ✓ Des surcharges hydrauliques importantes constatées en temps de pluie (déversements du DO place Léon Litaud) ;
- ✓ Des départs de boues et flottants ;

Les travaux prévus dans le schéma directeur permettront d'éliminer la majorité des ECPP présente sur le réseau et donc une amélioration de la station de traitement.

4.3. DESCRIPTIF DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE MONS

4.3.1. ZONAGE ACTUEL

Ci-dessous, le zonage actuel d'assainissement du secteur de Mons. Les rejets des habitations comprises dans le zonage sont traités par le système d'assainissement de Mons.

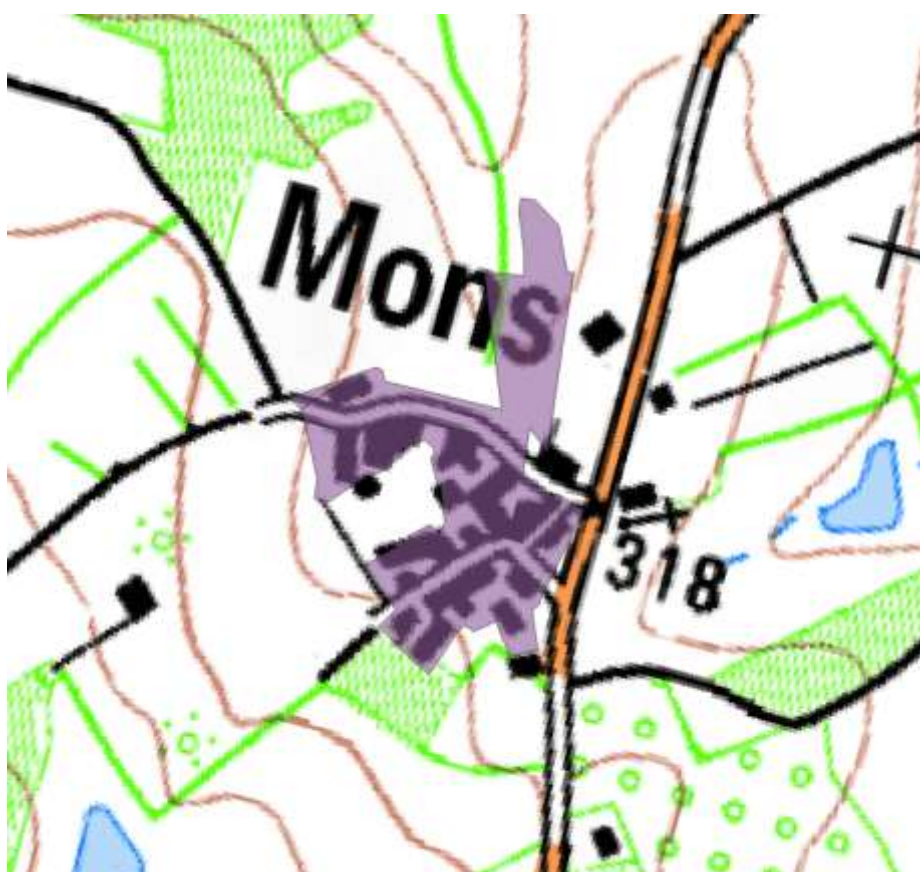


Figure 23 : Ancien zonage d'assainissement de Mons

4.3.2. LE RESEAU DE COLLECTE

La figure ci-après présente une synthèse de l'architecture du réseau de collecte des eaux usées du hameau de Mons de Saint-Laurent-sur-Gorre.



Figure 24 : Représentation schématique des réseaux de Mons

Le réseau de Mons ne comporte qu'un bassin versant.

Le réseau de collecte des eaux usées de Mons compte :

- 200 ml de collecteurs d'eaux usées strictes ;
- 300 ml de collecteurs d'eaux pluviales strictes ;
- 150 ml de collecteurs unitaires.

4.3.3. LA STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE MONS

La station de traitement des eaux usées du hameau de Mons de la commune de Saint-Laurent-sur-Gorre est située au Sud de la commune.



Figure 25 : Plan de localisation de la station de traitement des eaux usées de Mons

Le code Sandre de la station est le n° 0487158S0003.

Cette station de traitement des eaux usées est de type filtre à sable, d'une capacité nominale de 20 équivalents habitants (1,2 kg BDO5/Jour et 3 m3/jour).

La station a été mise en service en Juin 2001.

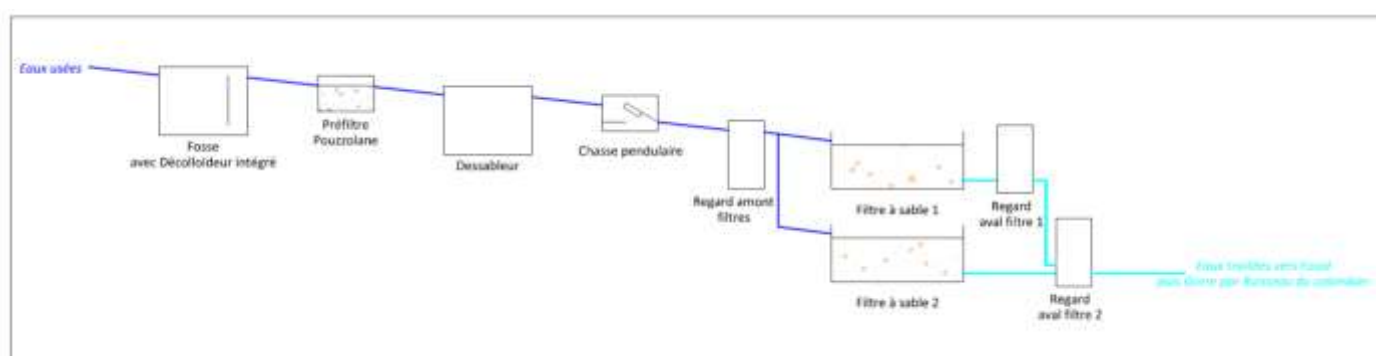


Figure 26 : Synoptique de la station de traitement des eaux usées de Mons

4.3.4. BILAN GENERAL DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE MONS

Cette station est dans un état moyen. La chasse pendulaire est en mauvais état et ne permet pas une bonne alimentation des filtres.

4.4. DESCRIPTIF DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE LA CHAISE

4.4.1. ANCIEN ZONAGE

Ci-dessous, l'ancien zonage d'assainissement du hameau de la Chaise. Les rejets des habitations comprises dans le zonage sont traités par le système d'assainissement de la Chaise.

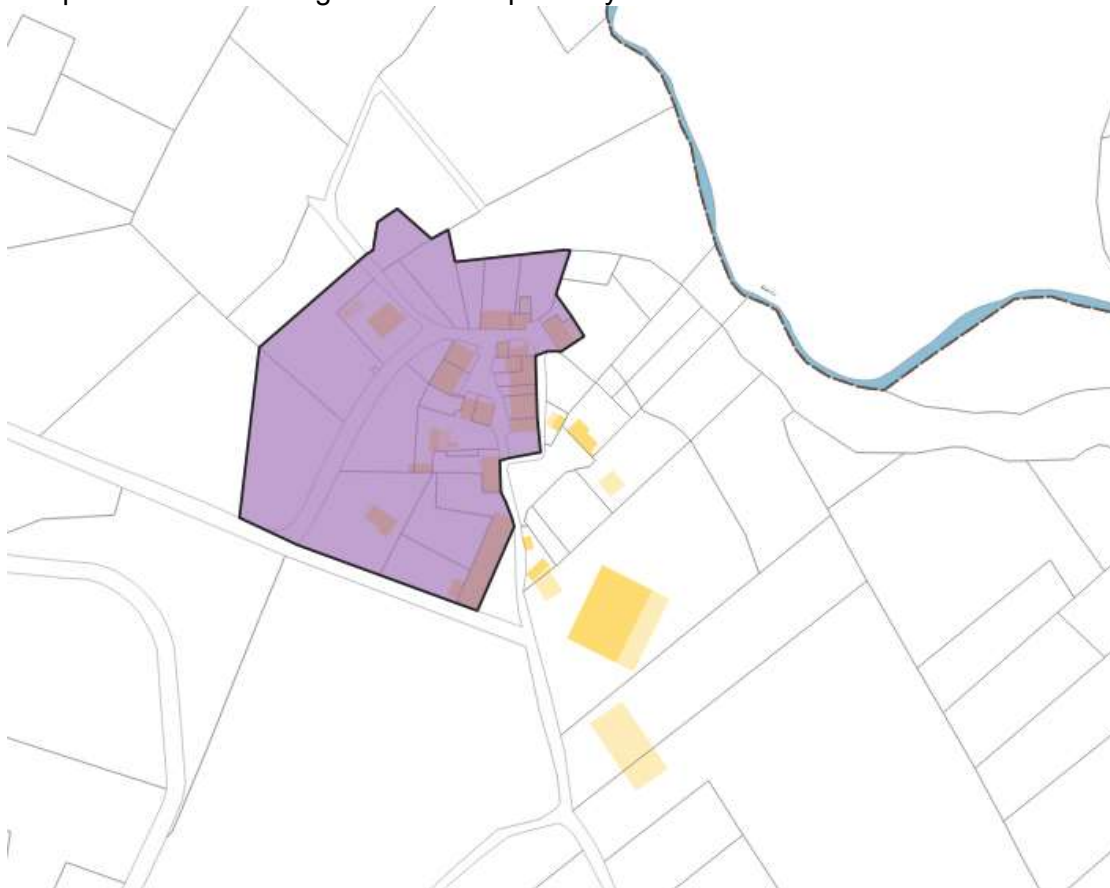


Figure 27 : Ancien zonage de secteur de la Chaise

4.4.2. LE RESEAU DE COLLECTE

La figure ci-après présente une synthèse de l'architecture du réseau de collecte des eaux usées du Bourg de Saint-Laurent-sur-Gorre.

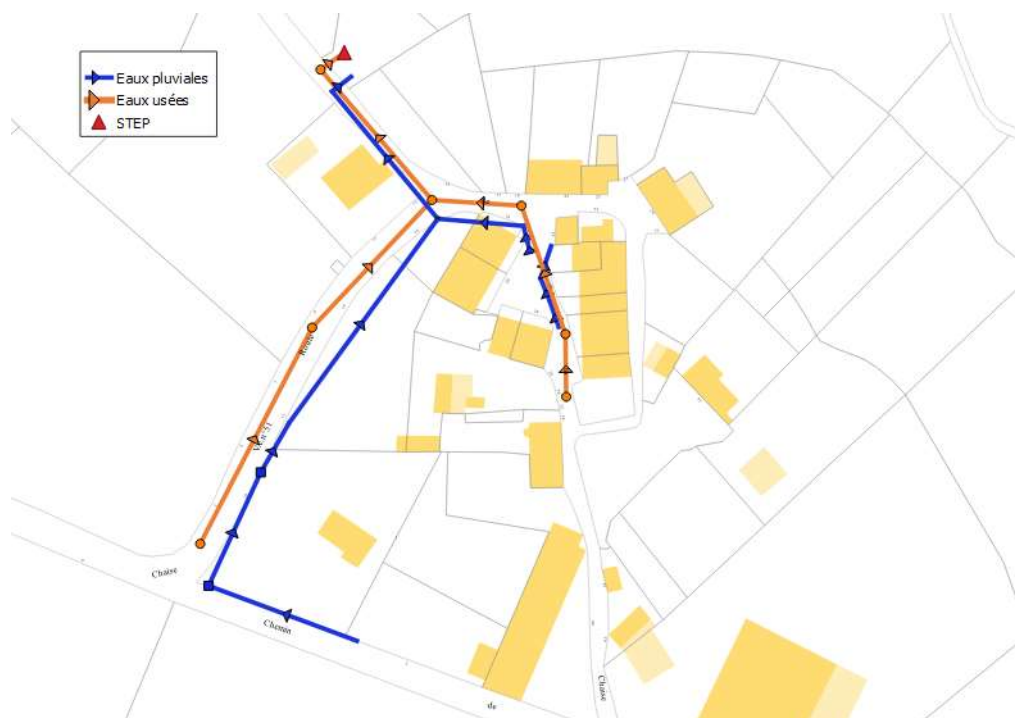


Figure 28 : Représentation schématique des réseaux du Bourg de Saint-Laurent-sur-Gorre

Le réseau du Bourg de Saint-Laurent-sur-Gorre comporte un unique bassin versant :

- ✓ Ce bassin versant possède un réseau séparatif.

Le réseau de collecte des eaux usées du Bourg compte :

- 260 ml de collecteurs d'eaux usées strictes ;
- 300 ml de collecteurs d'eaux pluviales strictes ;

4.4.3. LA STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE LA CHAISE

La station de traitement des eaux usées de la Chaise de la commune de Saint-Laurent-sur-Gorre est située au Sud de la commune.



Figure 29 : Plan de localisation de la station de traitement des eaux usées de la Chaise

Le code Sandre de la station est le n° 0487158S0002.

Cette station de traitement des eaux usées est de type filtre à sable, d'une capacité nominale de 20 équivalents habitants (1,2 kg BDO5/Jour et 3 m3/jour).

La station a été mise en service en 2003.

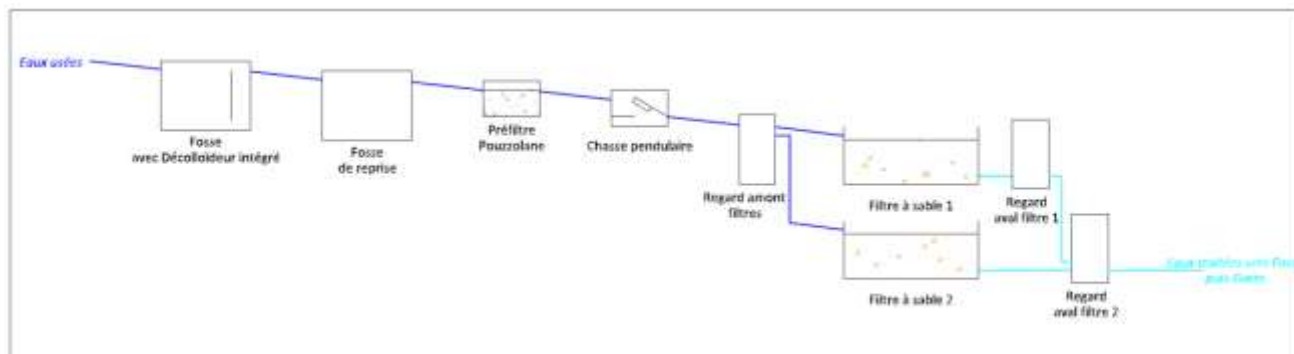


Figure 30 : Synoptique de la station du Bourg Ouest

Face aux très nombreux dysfonctionnements de cette station de traitement et à sa vétusté, il a été décidé de réaliser plusieurs opérations de maintenance.

4.4.4. BILAN GENERAL DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE LA CHAISE

Le principal dysfonctionnement mis en évidence est le déversement permanent de regard amont de la station. La station n'est donc pas en fonctionnement et les effluents sont directement déversés au milieu naturel.

Lors du schéma directeur il a été proposé de vidanger la fosse toutes eaux et la chasse afin de remplacer les systèmes de préfiltres, la chasse pendulaire et les réseaux d'alimentations des filtres.

4.5. CONSTATS ET PROPOSITIONS ETABLIS DANS LE CADRE DE L'ETUDE DIAGNOSTIQUE

Le schéma directeur d'assainissement a été élaboré à la suite de l'étude diagnostique du système d'assainissement collectif de la commune en 2022.

Lors de cette étude diagnostique, les opérations suivantes avaient été menées :

- Elaboration d'un **état des lieux du contexte général** et notamment hydrographique ;
- Mise en place des **plans des réseaux de collecte des eaux usées et des eaux pluviales** du Bourg ;
- **Bilan des dysfonctionnements du système en place sur la partie traitement et collecte ;**
- Rédaction d'un **Schéma directeur** prévoyant :
 - Limitation des ECPP et ECPM sur l'ensemble des secteurs ;
 - Réhabilitation des systèmes de traitement ;
 - Mise en séparatif des réseaux d'assainissement ;

5. NOUVEAU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Les nouveaux travaux précisés dans le schéma directeur ont entraîné une révision du zonage d'assainissement de la commune.

5.1. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE LA POPULATION

Un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal est en cours de réalisation par la Communauté de Communes Ouest Limousin.

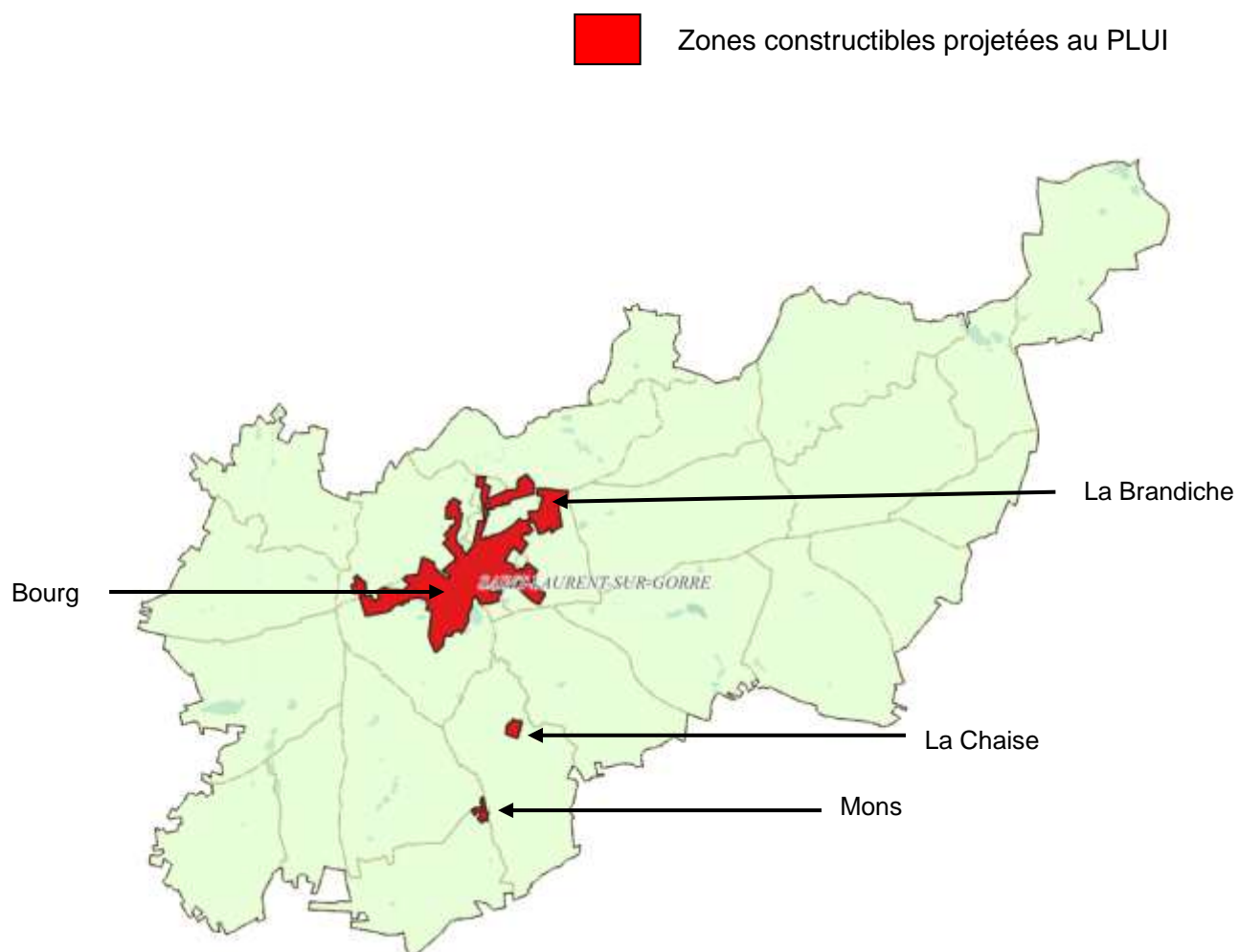


Figure 31 : Carte du PLUI de la commune

Le PLU actuel comporte plusieurs parcelles constructibles comme on peut le voir ci-dessous :



Figure 32 : Parcelle constructible secteur Est du Bourg

Le nouveau zonage d'assainissement sera établi de manière à intégrer dans la zone relevant de l'assainissement collectif, les parcelles constructibles pouvant être raccordées aux réseaux de collecte existants. Les parcelles classées en zones naturelles (N) ou agricoles (A) seront classées en zone d'assainissement non collectif, car non constructibles.

5.2. PROPOSITION ET FAISABILITE DU NOUVEAU ZONAGE DU BOURG

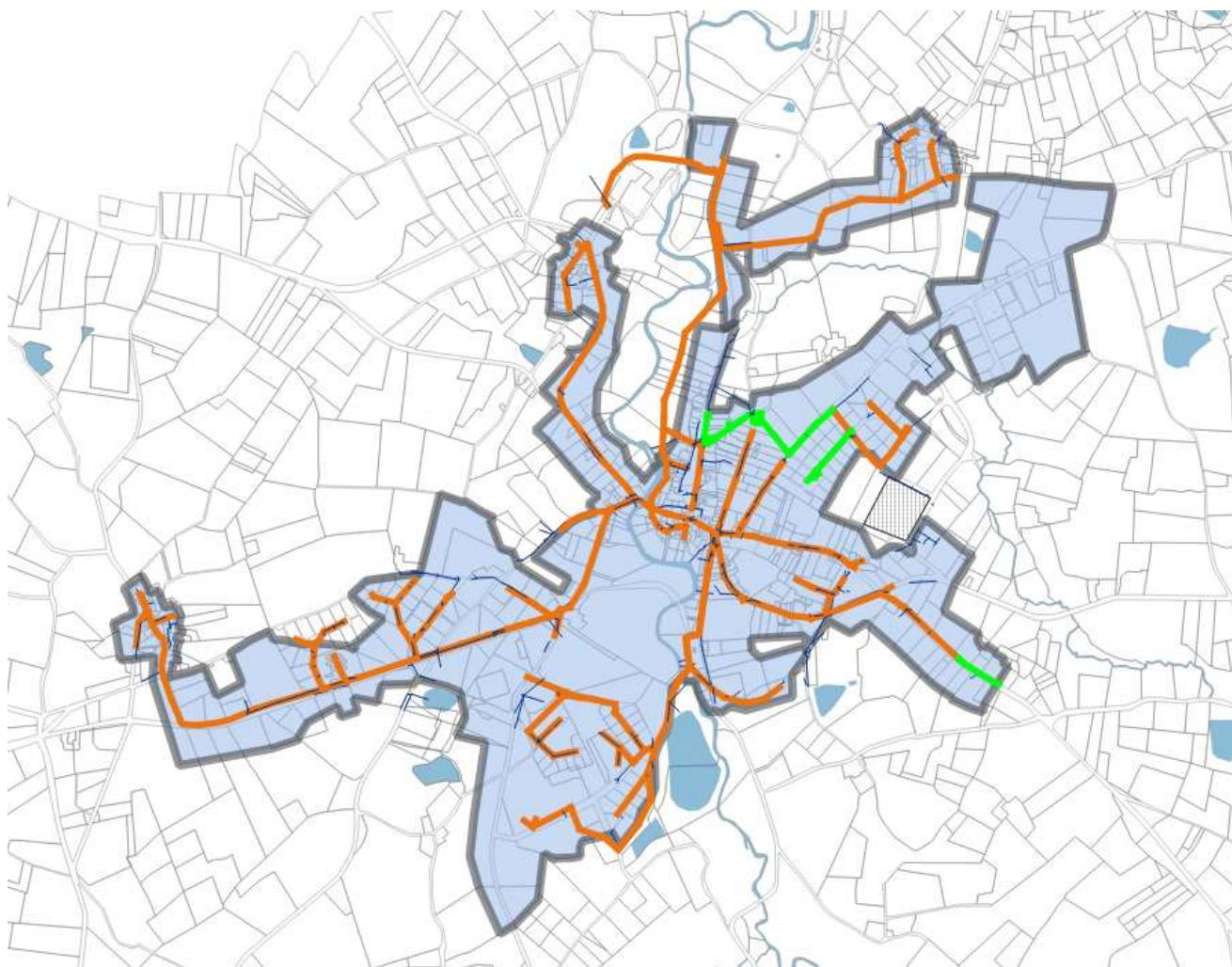


Figure 33 : Zonage d'assainissement actuel secteur du Bourg

Ce zonage comprend les parcelles déjà desservies par l'assainissement collectif ainsi que les zones constructibles définies dans le PLU comme indiquées précédemment.

Ce plan de zonage exclut les parcelles et habitations qui ne peuvent être raccordées gravitairement au réseau de collecte du fait de la topographie des lieux.

Lors des enquêtes des branchements des investigations complémentaires en phase 3 de l'étude diagnostique, il a été constaté qu'une partie des habitations de la rue Victor Hugo située à l'Est du Bourg, disposaient d'un système d'assainissement Non Collectif. Les travaux ont été chiffrés pour le raccordement de ces habitations aux réseaux d'assainissement collectif et nous étudierons s'il ne serait pas préférable de sortir ces habitations du zonage d'assainissement collectif.

Des parcelles sont également constructibles au sud du Bourg à proximité du stade. Ces parcelles sont intégrées au zonage d'assainissement actuel. Ces parcelles seront étudiées afin de savoir si elles restent intégrées au zonage.

10 habitations sont actuellement desservies par réseau du secteur de la Vignerie. Ce secteur possède également un potentiel de construction de 30 habitations supplémentaires.

Le secteur de la Brandiche représente quant à lui un potentiel de construction de 15 habitations. Sur ce même secteur, il y a également les potentiels suivants :

- La rue Maryse Bastié : 2 habitations et 3 entreprises
- L'Avenue Pasteur : 9 habitations
- L'Allée des Roseaux : 7 habitations

Ce qui représente au total 18 habitations et 3 entreprises.

Il a également été remarqué que la salle de motricité située derrière l'école maternelle, n'est pas intégrée dans le zonage d'assainissement collectif alors que celle-ci est raccordée sur le réseau communal. Elle sera donc intégrée au nouveau zonage.

5.3. SECTEUR LA BRANDICHE ET LA VIGNERIE

- La Vignerie :

Actuellement, 10 habitations sont desservies par l'assainissement collectif et 6 habitations ne sont pas intégrées dans le zonage d'assainissement collectif et sont donc en assainissement non collectif.

Lors du schéma directeur, il a été envisagé de construire un réseau d'assainissement collectif raccordé au réseau d'assainissement existant de la Vignerie. Ce nouveau réseau desservirait les habitations encore en ANC ainsi que les 30 habitations pouvant être construites.

- La Brandiche :

Aujourd'hui, aucune habitation ou entreprise n'est desservie par l'assainissement collectif. Lors du schéma directeur, il a été envisagé de desservir la totalité des rues de la Brandiche ainsi que les 15 habitations à construire.

Le projet de création de réseaux de ces deux secteurs est présent ci-dessous :



Figure 34 : Travaux d'extensions du réseau envisagés pour desservir les secteurs de Brandiche et la Vignerie

Ces travaux consisteraient en la création de 3 postes de relevages :

- Sur la rue Maryse Bastié ;
- Sur l'Avenue Pasteur ;
- Sur l'Allée des Roseaux.

Un linéaire total de 2 095 ml de réseau gravitaire et 860 ml de conduite de refoulement seraient à créer.

Ce projet permettrait de desservir 28 habitations et 45 potentiels.

Le montant des investissements est présent ci-dessous :

Rue	Travaux à effectuer	Unité	Prix Unitaire	Quantité	Montant
La Vignerie - Habitations existantes	Collecteur EU DN 200 mm	ml	205	330	67 650,00 €
	Branchement EU	u	2000	5	10 000,00 €
	Sous-total				77 650,00 €
Avenue Pasteur - Desserte parcelles constructibles	Collecteur EU DN 200 mm	ml	205	800	164 000,00 €
	Branchement EU - Habitations existantes	u	2000	7	14 000,00 €
	Poste de refoulement	Ft	50 000	1	50 000,00 €
	Conduite de refoulement - tranchée commune	ml	70	570	39 900,00 €
	Sous-total				267 900,00 €
La Brandiche - Parcelles constructibles	Collecteur EU DN 200 mm	ml	205	430	88 150,00 €
	Branchement EU - Habitations existantes	u	2000	0	- €
	Poste de refoulement	Ft	50 000	1	50 000,00 €
	Conduite de refoulement	ml	100	130	13 000,00 €
	Sous-total				151 150,00 €
Allée des Roseaux - Habitations existantes	Collecteur EU DN 200 mm	ml	205	170	34 850,00 €
	Branchement EU	u	2000	7	14 000,00 €
	Sous-total				48 850,00 €
Avenue Pasteur - Partie Ouest	Collecteur EU DN 200 mm	ml	205	230	47 150,00 €
	Branchement EU	u	2000	5	10 000,00 €
	Sous-total				57 150,00 €
Avenue Maryse Bastié - Habitations existantes	Collecteur EU DN 200 mm	ml	205	135	27 675,00 €
	Branchement EU	u	2000	4	8 000,00 €
	Poste de refoulement	Ft	50 000	1	50 000,00 €
	Conduite de refoulement - tranchée commune	ml	70	160	11 200,00 €
	Sous-total				96 875,00 €
TOTAL EXTENSIONS					699 575,00 €

Figure 35 : Montant des investissements

Ce projet aurait un coût total d'environ 699 600€ ce qui représente environ 25 000€ par branchement sans compter les logements supplémentaires sur les parcelles constructibles. En comptant ces habitations le montant par branchement s'élèverait à 10 600€, ce qui est encore élevé par rapport au prix de l'installation d'un assainissement individuel.

Il est également envisageable que toutes les parcelles constructibles des secteurs de la Vignerie et la Brandiche ne soient pas construites dans l'immédiat ou dans un futur proche. De plus, les habitations des secteurs de la Vignerie et de la Brandiche ne possèdent pas de contraintes de superficies à l'installation d'assainissement non collectif.

Au vu des coûts des travaux, il est préférable de sortir ces secteurs du zonage d'assainissement collectif et de créer ou de remettre aux normes des installations d'assainissement individuelles pour chacune des habitations.

5.4. SECTEUR DE LA RUE VICTOR HUGO

Certaines enquêtes de branchements ont été réalisées sur la rue Victor Hugo. Il a été constaté que trois habitations situées sur cette rue possédaient un dispositif d'assainissement non collectif ceci correspond au 15, 24 et 26 rue Victor Hugo.

L'habitation du 15 rue Victor Hugo est partiellement raccordée au réseau d'assainissement collectif. Seule l'évacuation des WC est raccordée au système d'assainissement individuel. Ce logement peut facilement être raccordé complètement au réseau d'assainissement collectif, de plus cet habitat possède une pente favorable au raccordement.

Pour les habitations du 24 et du 26 rue Victor Hugo, le raccordement est plus difficile, celles-ci sont situées en contre-bas de la voirie. Ces habitations nécessiteraient l'installation d'une pompe de relevage afin de relever leurs effluents vers le réseau d'assainissement. De plus, les travaux de raccordement au réseau d'assainissement sont plus importants. Il peut être envisageable de retirer ces habitations du zonage d'assainissement collectif et de mettre leur installations d'assainissement non collectif en conformité.

Il est proposé ici de garder les habitations de 15 de la rue Victor Hugo et de retirer les habitations des n°24 et 26 de la rue Victor Hugo du zonage d'assainissement collectif.

5.5. AVENUE ROUGET DE LISLE

Des parcelles situées à proximité du stade sont constructibles. Ces parcelles vont être étudiées, ici, afin de déterminer s'il est possible de raccorder ces parcelles facilement au réseau d'assainissement existant et s'il est préférable de les laisser dans le zonage d'assainissement collectif ou de les retirer.

Ci-dessous les parcelles constructibles concernées :



Figure 36 : Parcelles constructibles comprises dans le zonage d'assainissement collectif

Le réseau existant se situe au niveau du stade sur l'avenue Léon Dunaud.

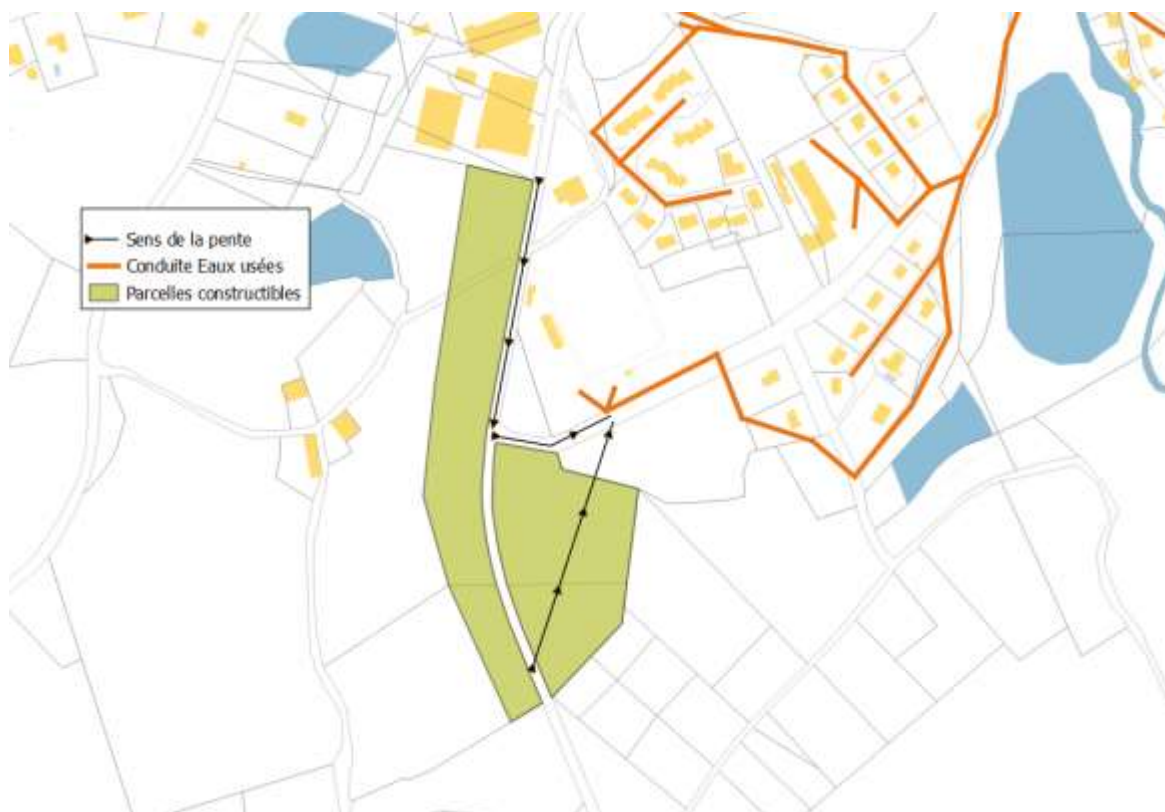


Figure 37 : Sens de la pente de la voirie et des parcelles constructibles

Il serait possible de raccorder gravitairement les réseaux à créer jusqu'au réseau d'assainissement actuel. Il est possible d'imaginer l'extension de réseau de la manière suivante :



Figure 38 : Extension du réseau envisagé

L'estimation de cette extension est présentée ci-dessous :

Aménagement	Désignation des travaux	Unité	Quantité	Prix unitaire	Montant travaux HT
Assainissement collectif Avenue Rouget de Lisle					
1a	Fourniture et pose de collecteur EU DN 200 mm sur voie communale	ml	500	350 €	175 000 €
TOTAL					175 000 €
1g	Divers				21 000 €
TOTAL ASSAINISSEMENT COLLECTIF					196 000 €

Figure 39 : Montant des investissements de l'extension du réseau d'assainissement Rue Rouget de Lisle

Le potentiel de construction de ces parcelles n'est pas précisé, il n'est donc pas possible de chiffrer le nombre de branchement à rajouter.

Néanmoins, hors création de branchements, desservir ces parcelles en assainissement collectif reviendrait à un investissement de 196 000€.

Le potentiel de construction des habitations n'étant pas précisé, il peut être envisagé de classer ces parcelles en assainissement non collectif, de plus, aucun projet de construction n'est prévu sur ces parcelles. Même s'il est possible de desservir ces parcelles en assainissement collectif, il est conseillé de les classer en assainissement non collectif.

5.6. INTERSECTION RUE CHARLES DE GAULLE ET RUE LA BORIE

Une partie des effluents de l'Avenue Charles de Gaulle ainsi que ceux de la rue la Borie à proximité du cimetière sont compris dans le réseau d'assainissement collectif. Or, les habitations de ce secteur ne sont desservies par aucun réseau.

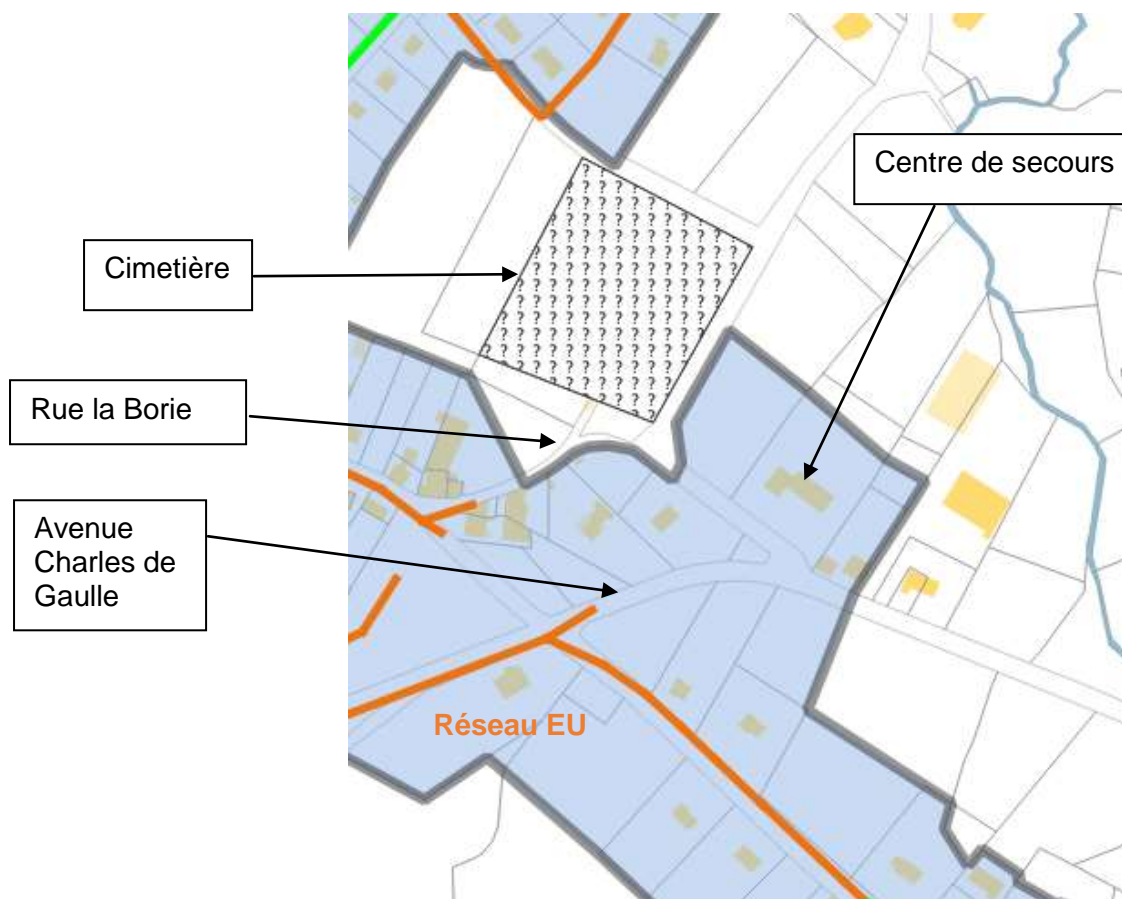


Figure 40 : Zonage d'assainissement rue la Borie et Charles de Gaulle

Nous pouvons constater qu'au moins 4 habitations incluses dans le zonage ne sont pas raccordées au réseau d'assainissement collectif.

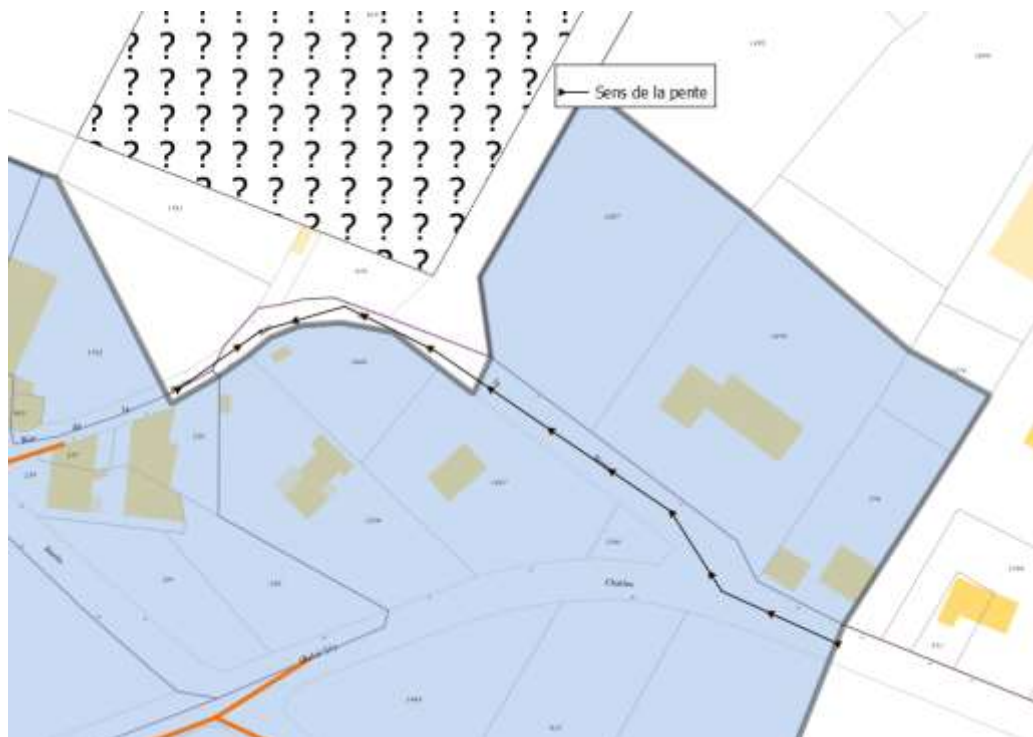


Figure 41 : Sens de la pente

Le sens de la pente n'est pas propice à la création d'un réseau uniquement gravitaire, la conception d'un poste de relevage serait nécessaire.



Figure 42 : Travaux envisagés pour la création de la nouvelle extension de la rue de la Borie

L'investissement total de ce projet peut s'estimer de la manière suivante :

Aménagement	Désignation des travaux	Unité	Quantité	Prix unitaire	Montant travaux HT
Assainissement collectif de la rue la Borie					
3a	Fourniture et pose de collecteur EU DN 200 mm sur voie départementale	ml	3	350 €	1 050 €
3b	Fourniture et pose de collecteur EU DN 200 mm sur voie communale	ml	200	290 €	58 000 €
3c	Création de branchement EU	u	4	1 800 €	7 200 €
3d	Poste de refoulement	u	1	40 000 €	40 000 €
3e	Conduite de refoulement Tranchée simple	ml	85	90 €	7 650 €
TOTAL					113 900 €

1g	Divers		13 668 €
TOTAL GENERAL TRAVAUX			127 568 €

Figure 43 : Montant des investissements du réseau d'assainissement de l'extension de la rue la Borie

Le coût global des travaux reviendrait à un investissement de 128 000 € environ. Ce qui représente un investissement par branchement d'environ 32 000 €. Ce montant est bien supérieur à la création de système d'assainissement non collectif, il est donc préférable de retirer ces habitations du zonage d'assainissement collectif.

Il est également à indiquer que la parcelle du 7 rue Victor Hugo a été divisée en deux. Une habitation a été construite sur cette nouvelle parcelle. Celle-ci est située sur l'Avenue Charles de Gaulle mais est raccordée au réseau d'assainissement collectif de la rue Victor Hugo, elle sera donc intégrée sur le nouveau zonage.



Figure 44 : Parcelle concernée

5.7. LA FEUILLADE

Dans le secteur de la Feuillade, 2 bâtiments ne sont pas compris dans le zonage d'assainissement collectif alors qu'ils sont raccordés au réseau d'assainissement. Il est nécessaire de rajouter ces bâtiments dans le zonage d'assainissement collectif.

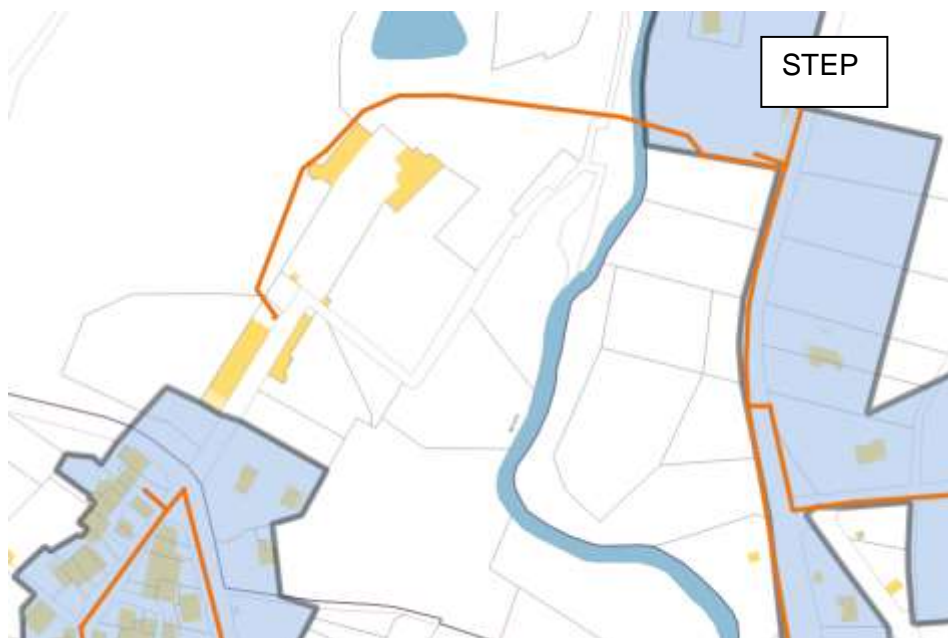


Figure 45 : Réseau existant et représentation du zonage d'assainissement dans le secteur de la Feuillade

5.8. RUE CAMILLE CLAUDEL

Des parcelles situées sur les lotissements de la rue Camille Claudel ne sont pas comprises dans le zonage d'assainissement collectif alors qu'elles sont raccordées au réseau d'assainissement collectif. Il est donc proposé de rajouter ces parcelles au nouveau zonage d'assainissement collectif.



Figure 46 : Réseau existant et représentation du zonage d'assainissement collectif sur la rue Camille Claudel

5.9. ZONAGE DE LA CHAISE

Il est proposé que le zonage d'assainissement collectif reste inchangé.

5.10. ZONAGE DE MONS

Il est proposé que le zonage d'assainissement collectif reste inchangé.

6. CONCLUSION

Compte tenu des éléments présentés dans ce rapport, la présente révision du zonage d'assainissement aboutit aux conclusions suivantes :

- Classement des secteurs construits ou constructibles non desservis par les réseaux d'assainissement existants en Zone relevant de l'assainissement non collectif. Il s'agit de :
 - La Brandiche
 - La partie de La Vignerie non desservie par le réseau actuel
 - La rue de la Borie
 - Les 24 et 26 rue Victor Hugo
 - L'Avenue Rouget de Lisle
- Classement en zone relevant de l'assainissement non collectif sur l'ensemble du territoire communal, en-dehors du Bourg, de Mons et la Chaise.
- Classement en zone relevant de l'assainissement collectif du hameau de la Feuillade, la salle de motricité et la rue Camille Claudel qui sont raccordés à l'assainissement collectif.

7. ANNEXES

7.1. PLANS DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT